



Statistique Canada

Budget des dépenses
2002-2003

Partie III – Rapport sur les plans et les priorités

Canada

Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son Budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le Budget des dépenses qui est déposé à la Chambre des communes par la présidente du Conseil du Trésor, comporte trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les rapports entre les principaux éléments du Budget principal des dépenses et le Plan de dépenses (qui figure dans le budget).

Partie II – Le Budget principal des dépenses étaye directement la *Loi de crédits*. Le Budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits que le Parlement doit adopter afin que le gouvernement puisse mettre en applications ses plans de dépenses. Les Parties I et II du Budget des dépenses sont déposées simultanément le 1er mars ou avant.

Partie III – Le Plan de dépenses du ministère est divisé en deux documents :

- 1) **Les rapports sur les plans et les priorités (RPP)** sont des plans de dépenses établis par chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements plus détaillés au niveau des secteurs d'activité et portent également sur les objectifs, les initiatives et les résultats prévus; il y est fait également mention des besoins connexes en ressources pour une période de trois ans. Les RPP contiennent également des données sur les besoins en ressources humaines, les grands projets d'immobilisations, les subventions et contributions, et les coûts nets des programmes. Ils sont déposés au Parlement par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ces documents sont déposés au printemps, pour renvoi aux comités qui font ensuite rapport à la Chambre des communes conformément au paragraphe 81(4) du Règlement.
- 2) **Les rapports ministériels sur le rendement (RMR)** rendent compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans leur RPP. Ces rapports sur le rendement, qui portent sur la dernière année financière achevée, sont déposés au Parlement en automne par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables pour les ministères et des organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le Budget des dépenses, de même que le budget du ministre des Finances, sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par
le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2002

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la
poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada (TPSGC)
Ottawa (Canada) K1A 0S9

Téléphone : 1-800-635-7943
Site Internet : <http://publications.tpsgc.gc.ca>

No. de catalogue BT31-2/2001-III-68

ISBN 0-660-61807-9



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Budget des dépenses 2002-2003

Rapport sur les plans et les priorités

Allan Rock
Ministre de l'Industrie

Table des matières

PARTIE I : MESSAGE.....	3
MESSAGE DU MINISTRE POUR LE PORTEFEUILLE.....	4
DÉCLARATION DE LA DIRECTION.....	5
PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA	6
2.1 RAISON D'ÊTRE	6
2.2 BUTS	7
2.3 MANDAT.....	8
2.4 VALEURS.....	8
2.5 OBJECTIFS	8
PARTIE III : PLANS ET PRIORITÉS SELON LES RÉSULTATS STRATÉGIQUES.....	9
3.1 DÉFIS ET RISQUES	9
3.2 PRINCIPAUX PARTENARIATS	11
3.3 SURVEILLANCE DU RENDEMENT	11
3.4 RÉSULTATS STRATÉGIQUES, PLANS ET PRIORITÉS	15
PARTIE IV : ORGANISATION.....	44
4.1 STRUCTURE D'ORGANISATION ET RELATIONS	44
4.2 STRUCTURE MATRICIELLE.....	44
4.3 STATISTIQUE CANADA — DÉPENSES PRÉVUES	46
PARTIE V : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	47
5.1 SOURCE DES RECETTES DISPONIBLES ET DES RECETTES NON DISPONIBLES	47
5.2 COÛT NET DU PROGRAMME POUR L'ANNÉE VISÉE PAR LE BUDGET DES DÉPENSES	48
5.3 SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT.....	49
PARTIE VI : AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	50
A. MANDAT LÉGISLATIF	50
B. PERTINENCE ET INTERVENANTS	51

PARTIE I : MESSAGE

Message du Ministre pour le Portefeuille

Aujourd'hui, les gens, les universités et les industries du Canada soutiennent la concurrence dans le monde entier. De plus, la société et le mode de vie démocratiques des Canadiens sont encore et toujours considérés des plus enviables. Cependant, pour que la croissance économique et le progrès social se poursuivent et, en fait, que le pays continue à prospérer, il faut s'efforcer d'être parmi les meilleurs, à l'échelle mondiale, pour ce qui est de la création et de la commercialisation du nouveau savoir. Nous sommes déterminés à bâtir une économie du savoir à l'avant-garde mondiale et nous devons innover davantage pour rester concurrentiels.

Pour épauler un pays d'innovateurs, nous investissons dans les compétences, afin que tous les Canadiens puissent participer activement à l'économie du savoir d'aujourd'hui. C'est en canalisant le potentiel humain et le talent de chacun que nous pourrions continuer à prospérer.

Le gouvernement du Canada investit dans la recherche-développement pour aider les universités et le secteur privé canadiens à soutenir la concurrence internationale. Pour favoriser l'innovation, nous créons un environnement qui lui est propice, un environnement où règne la confiance, où les intérêts publics et privés sont protégés et où le marché incite à l'innovation.

Qu'il s'agisse de stimuler la création et l'utilisation du savoir, de soutenir la création et le développement des entreprises et des industries, de promouvoir la croissance économique inclusive ou de veiller à ce que le marché soit juste et équitable, chacune des quinze organisations membres du Portefeuille de l'industrie contribue à la stratégie d'innovation du Canada. Leur travail avec des partenaires des secteurs public et privé de partout au Canada est la clé de la réussite canadienne.

Je suis heureux de présenter le Rapport sur les plans et les priorités de Statistique Canada. Ce rapport informe la population canadienne des réalisations prévues pour les trois prochains exercices. Ces plans illustrent la façon dont Statistique Canada contribue à une meilleure compréhension et à une meilleure mesure de la croissance et de la dynamique de l'économie

Organisations constituant le Portefeuille de l'Industrie :

- Agence de promotion économique du Canada atlantique
- Agence spatiale canadienne
- Banque de développement du Canada*
- Commission du droit d'auteur Canada
- Commission canadienne du tourisme*
- Conseil canadien des normes*
- Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
- Conseil national de recherches Canada
- Développement économique Canada pour les régions du Québec
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
- Industrie Canada
- Société d'expansion du Cap-Breton*
- Statistique Canada
- Tribunal de la concurrence

* Organisation non tenue de soumettre un rapport sur les plans et les priorités.

canadienne et des nouvelles tendances et questions sociales. Statistique Canada fournit aux Canadiens une information de grande qualité, qui couvre un large éventail de questions telles que la performance de l'économie canadienne et sa productivité; l'économie du savoir; la croissance économique; les défis à l'échelle mondiale; la cohésion sociale et le développement des ressources humaines. Cela se fait par l'amélioration des programmes statistiques portant sur la production économique, les sciences et la technologie, l'environnement, la polarisation du revenu et diverses transitions sociales, pour ne nommer que ceux-là.

Pour consolider la réussite du Canada au XXI^e siècle, nous prenons l'engagement d'aider les citoyens canadiens de toutes les communautés, d'un océan à l'autre, à développer leur potentiel. L'investissement dans des organismes comme Statistique Canada nous permettra de continuer à bâtir, pour le bénéfice de tous les Canadiens, une économie et une société innovatrices.

L'honorable Allan Rock

Déclaration de la direction

Rapport sur les plans et les priorités de 2002-2003

Je sou mets, en vue de son dépôt au Parlement, le *Rapport sur les plans et les priorités de 2002-2003* de

Statistique Canada.

À ma connaissance, les renseignements :

- décrivent fidèlement les plans et les priorités de l'organisme;
- sont conformes aux principes de déclaration énoncés dans les *Lignes directrices pour la préparation du Rapport sur les plans et les priorités de 2002-2003*;
- sont complets et exacts;
- sont fondés sur de solides systèmes sous-jacents d'information et de gestion de Statistique Canada.

Je suis satisfait des méthodes et des procédures d'assurance de la qualité qui ont été utilisées pour produire le présent rapport.

Le Cadre de planification, de rapport et de responsabilisation sur lequel repose le présent document a été approuvé par les ministres du Conseil du Trésor et constitue le fondement de la responsabilisation à l'égard des résultats atteints à l'aide des ressources et des autorisations fournies.

Nom _____

Date _____

PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA

2.1 Raison d'être

Dans un monde en perpétuel changement qui est plus difficile à comprendre et à décrire, l'information statistique fournit des points de référence clairs pour expliquer les faits essentiels et éclairer les nouvelles tendances sociales et économiques.

Les statistiques officielles représentent un outil indispensable pour appuyer le système d'information d'une société démocratique. Statistique Canada est l'organisme central responsable d'élaborer un système statistique intégré et efficace et qui est utile à toutes les industries canadiennes.

Les administrations, les institutions, les entreprises, les médias, les universités ainsi que les décideurs, les chercheurs et les particuliers ont besoin de renseignements statistiques actuels, pertinents et de grande qualité. Ils en font des utilisations nombreuses et variées — pour formuler leurs politiques et en évaluer les résultats; pour effectuer de la recherche et éclairer de connaissances empiriques les nouvelles questions; pour élucider les débats publics et les décisions qui en découlent; et pour favoriser des débats informés concernant les événements qui façonnent et touchent tous ceux qui vivent et travaillent dans la société.

La raison d'être de Statistique Canada est de produire et diffuser des données statistiques actuelles, pertinentes et de grande qualité pour répondre aux besoins changeants de la société — de ses décideurs et de sa population. Ces activités sont particulièrement importantes dans une société ouverte et démocratique, comme la société canadienne, puisqu'elles permettent de communiquer à tous les Canadiens et à leurs représentants élus une information objective sur l'évolution de leur société et de leur économie.

À cette fin, les statistiques officielles doivent être :

- actuelles et pertinentes;
- objectives et impartiales;
- exactes;
- complètes et comparables;
- scientifiques;
- faciles d'accès et facilement comprises.

De plus, les données doivent être pratiques pour les utilisateurs, les intervenants et le public en général.

Raison d'être

- *La production et la diffusion rapides d'information pertinente et de grande qualité dont a besoin une société en mutation*

2.2 Buts

Statistique Canada vise à produire et à fournir des statistiques et des analyses actuelles, pertinentes et de grande qualité sur la conjoncture économique et sociale pour :

- l'**information** du public et l'**aide** à sa compréhension;
- la **stimulation** d'un débat, de discussions et d'échanges publics éclairés;
- l'**appui** aux débats de politiques et aux efforts de défense des droits à l'aide d'information objective;
- l'**observation** de la condition économique et sociale, de la nature et de l'état du pays;
- la **planification** et l'**évaluation** de politiques, de programmes et d'investissements des administrations publiques et du secteur privé;
- l'**exécution** de recherches et l'**interprétation** de leurs conclusions au profit des autres;
- l'**élaboration** de renseignements sur la performance.

Les données de l'organisme sont aussi nécessaires à des fins législatives et de réglementation. Elles servent à :

- **distribuer** les fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*);
- **répartir** les recettes fiscales fédérales-provinciales (taxe de vente harmonisée);
- **indexer** divers types de prestations aux bénéficiaires et crédits d'impôts sur le revenu (*Loi de l'impôt sur le revenu*);
- **déterminer** les secteurs d'admissibilité aux prestations supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*);
- **déterminer** la répartition des sièges parlementaires entre les provinces et définir les circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*);
- **désigner** les régions fédérales où il y a prestation de services bilingues (*Loi sur les langues officielles*);
- **mesurer** la taille des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*).

D'autres lois fédérales obligent également Statistique Canada à produire des données à des fins particulières. (Voir la partie VI-A pour obtenir la liste complète des exigences législatives.)

2.3 Mandat

Le mandat de Statistique Canada, qui découle de la *Loi sur la statistique*, consiste à recueillir, dépouiller, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

Par ailleurs, la *Loi* l'oblige à assurer la coordination et la direction du système statistique du pays. Cette obligation a amené Statistique Canada à former de nombreux partenariats aux échelons fédéral et provincial.

<p style="text-align: center;"><i>Mandat</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Recueillir, dépouiller, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens</i>
--

Ces partenariats ont avantagé les Canadiens à bien des égards. L'amélioration de la qualité des données, grâce à des méthodes d'enquête plus comparables, l'allègement du fardeau de réponse, grâce à l'utilisation de dossiers administratifs et le partage des données ainsi que l'échange d'information sur les pratiques exemplaires entre tous les participants en sont quelques exemples.

2.4 Valeurs

Voici les valeurs et les principes de gestion de Statistique Canada qui motivent le travail des employés et qui influent sur les décisions du statisticien en chef :

- **attention** soutenue à l'égard de la pertinence des données et de la qualité du service;
- **protection** de la confidentialité;
- **maintien** de l'objectivité;
- **recherche** du professionnalisme et de la fiabilité;
- **accent** sur l'analyse;
- **allègement** du fardeau de réponse.

2.5 Objectifs

Les objectifs à long terme de l'organisme, en vertu de son mandat, consistent à :

- produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens;
- promouvoir la qualité des statistiques canadiennes, leur cohérence et leur comparabilité à l'échelle internationale, en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques scientifiques éprouvées.

PARTIE III : PLANS ET PRIORITÉS SELON LES RÉSULTATS STRATÉGIQUES

3.1 Défis et risques

Le principal défi de Statistique Canada réside dans le maintien de sa capacité de produire des renseignements statistiques de grande qualité. Son efficacité à cet égard passe par :

- la pertinence de ses données;
- la perception qu'on a de sa crédibilité;
- la qualité de ses produits et services;
- l'accessibilité de ses produits et services;
- le respect de ses normes professionnelles élevées;
- le contrôle du fardeau de réponse qu'il impose aux Canadiens.

La collecte de données suppose un partenariat avec tous les Canadiens, qui y contribuent et en bénéficient. Statistique Canada obtient les données au moyen d'enquêtes et de l'accès à des dossiers administratifs; les employés de l'organisme dépouillent et analysent ces renseignements, puis les mettent à la disposition des Canadiens sous forme de produits à valeur-ajoutée en utilisant divers médias.

Statistique Canada a structuré ses programme et système statistiques pour produire de l'information sur la macroéconomie, la microéconomie et la composition sociodémographique du Canada, ainsi que sur ses institutions publiques et leurs programmes.

Ce genre d'information constitue toujours le programme de base de l'organisme et demeure pertinent. L'organisme doit, par contre, veiller à s'adapter aux besoins changeants, et souvent complexes, d'information sur des enjeux qui évoluent sans cesse.

Parmi les nombreux domaines où il faut accroître l'information et l'analyse pour aider les décideurs des secteurs public et privé à comprendre les enjeux auxquels ils sont confrontés, on peut mentionner :

- les nouveaux arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces;
- la santé des Canadiens et les systèmes qui l'appuient;
- les facteurs touchant la performance économique dans la nouvelle économie fondée sur le savoir;
- les facteurs microéconomiques qui contribuent à la croissance économique et la compétitivité;
- la cohésion sociale et le développement humain;
- les possibilités et les défis à l'échelle mondiale.

Dans cet environnement dynamique, le maintien de la pertinence de la contribution que fait Statistique Canada en répondant à des besoins en information comme ceux-là, tout en protégeant l'intégrité de son programme de base, demeure le défi principal de l'organisme pour l'horizon de planification à l'étude.

L'organisme arrive toutefois à gérer avec efficacité la croissance rapide de la demande de ses produits d'information et de ses analyses.

La croissance de la demande de ses produits et analyses statistiques naît d'un certain nombre de facteurs. Le plus important d'entre eux est la formulation de politiques et l'évaluation de programmes qui deviennent de plus en plus tributaires de décisions fondées sur des données probantes. L'atteinte d'un juste équilibre entre ces demandes et les capacités d'infrastructure exige une gestion très serrée des opérations et des ressources de l'organisme. Le défi consistera à s'assurer que ces capacités d'infrastructure permettent le rendement optimal pour répondre à ces nouveaux besoins en information.

Sans aucun doute, le caractère central d'une bonne information sur laquelle appuyer les politiques et prendre des décisions est désormais très bien reconnu dans un régime de « bon gouvernement » et de « gestion axée sur les résultats », puisque ce genre de renseignements et d'analyse sous-tend les mesures des résultats stratégiques visés.

Le succès de Statistique Canada passera par les stratégies retenues pour orienter ses activités d'exploitation au cours de la période de planification à l'étude. Autant que possible, l'organisme prendra des mesures pour développer et protéger les capacités professionnelles et opérationnelles qui appuient l'appareil statistique national — l'infrastructure du savoir —, dont les caractéristiques forment la base de la pertinence statistique, de la souplesse organisationnelle et de la vigueur professionnelle, actuelles et futures, de l'organisme.

Programme statistique et défis d'analyse

Parmi les initiatives les plus redoutables déterminées par le programme, et parmi les questions s'y rapportant que l'organisme devra gérer de près au cours de la période de planification à l'étude, il faut mentionner les initiatives suivantes :

Recensement de la population de 2001

- Le Recensement de 2001 est terminé.

Défi : Il consistera à rendre accessible la plus vaste gamme de renseignements possible aux Canadiens au sujet des résultats du dernier recensement.

Enquêtes postcensitaires

- Toute la gamme des enquêtes postcensitaires aura été menée à la fin de 2002-2003 : santé et limitations d'activités; peuples autochtones; diversité ethnique.

Défi : Il consistera à traiter les données de ces enquêtes et à formuler une stratégie efficace de diffusion de l'imposant volume de renseignements qui découle de ces ensembles de données uniques.

Recensement de la population de 2006

- Des changements fondamentaux de méthodologie sont prévus pour le Recensement de 2006.

Défi : Il s'agit des énormes changements d'ordre logistique et systémique qu'il faudra planifier et gérer avec soin.

Information sur la santé

- L'initiative Carnet de route de l'information sur la santé a été entreprise, en février 1999, pour une période de quatre ans. Ce grand projet comprenait le lancement de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes.

Défi : Il consistera à diffuser ses résultats rapidement et efficacement, étant donné que le premier cycle de l'enquête est presque terminé.

Centres de données de recherche pour les statistiques sociales

- Neufs centres de données de recherche sont maintenant en exploitation afin d'encourager l'utilisation de données canadiennes pour la recherche en sciences sociales.

Défi : Il consistera à effectuer des analyses valables et à élaborer des produits analytiques significatifs, suivant l'ouverture des centres de données de recherche de l'organisme.

Enquêtes-entreprises mensuelles et trimestrielles en direct

- Statistique Canada met progressivement en application un programme de déclaration électronique des données des enquêtes-entreprises et, dans ce contexte, a établi des mesures pour assurer la confidentialité et la protection des renseignements personnels des répondants.

Défi : Il consistera à élaborer des projets afin d'offrir ce service en direct pour plusieurs enquêtes infra-annuelles d'ici 2004.

3.2 Principaux partenariats

Les partenariats et les ententes de partage des coûts avec d'autres ministères, d'autres secteurs de compétence et des organismes externes sont devenus un aspect intrinsèque de la prestation des programmes. Ces liens sont essentiels à l'élaboration de plans efficaces. Statistique Canada continuera à favoriser de telles d'ententes au cours de la période de planification, car celles-ci répondent non seulement aux besoins des intervenants, mais aussi à ceux du système statistique national et du milieu de la recherche au Canada.

3.3 Surveillance du rendement

La raison d'être de Statistique Canada consiste essentiellement à produire des données statistiques. L'efficacité de l'organisme dépend de son objectivité et de sa crédibilité ainsi que de sa capacité de produire une information pertinente, actuelle, accessible et exacte, de satisfaire aux normes professionnelles élevées et de contrôler le fardeau qu'il impose aux répondants.

L'organisme est déterminé à surveiller son rendement sous quatre angles principaux. Voici ces angles et les principaux intervenants :

- la **qualité** de l'information, où qualité est définie généralement comme l'aptitude à l'usage, présente un grand intérêt pour les utilisateurs des produits d'information de Statistique Canada;
- le **rendement financier** de l'organisme, y compris l'efficacité, la bonne gestion et l'utilisation judicieuse de l'argent des contribuables, préoccupe nos bailleurs de fonds — le gouvernement et les citoyens du Canada;
- le **fardeau de réponse** que nous imposons aux répondants, la façon dont nous interagissons avec eux et le soin avec lequel nous protégeons leurs renseignements représentent un souci primordial pour eux;
- notre **gestion des ressources humaines** est un souci primordial pour nos employés.

Le cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada est formé de six indicateurs fondamentaux, chacun étant divisé en plusieurs sous-indicateurs servant à mesurer le rendement : pertinence du programme; exactitude de l'information; actualité de l'information; accessibilité de l'information; possibilité d'interprétation des données et cohérence de l'information.

L'angle de la qualité de l'information est fondamental pour le fonctionnement de l'organisme et il est surveillé au moyen du cadre d'assurance de la qualité. La qualité, dans ce cas, est définie comme l'aptitude à l'usage.

De par la nature même de son mandat, en tant que système national d'information statistique, l'organisme s'engage à maintenir une infrastructure nationale de connaissances statistiques, qui est à la base même de sa capacité continue de produire et de fournir des statistiques pertinentes, et qui devient un septième indicateur. Il importe de comprendre que, parce que ces éléments sont de nature horizontale et qu'ils transcendent l'organisme et ses fonctions organisationnelles dans une structure matricielle professionnelle, il n'est pas facile de discuter des ressources associées à chacune d'elles.

Le tableau ci-après présente les mesures et les indicateurs qu'utilise Statistique Canada pour évaluer certains aspects du rendement :

Tableau 1 : Mesures et indicateurs de surveillance du rendement

Mesures de rendement	Indicateurs de rendement
<p>Pertinence Utilisation de statistiques pour formuler des politiques et prendre des décisions. Production de nouvelles données statistiques dans les domaines nécessaires pour élaborer des politiques et prendre des décisions. Production de renseignements qui permettent de mieux comprendre l'histoire, les tendances et les enjeux économiques et sociaux du Canada. Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p>Qualité de l'information Diffusion en temps opportun de données statistiques de grande qualité. Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues. Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques. Production de statistiques accessibles aux Canadiens.</p> <p>Maintien d'une infrastructure nationale de connaissances statistiques Contrôle du fardeau des répondants. Utilisation maximale des données administratives. Utilisation de méthodes et de technologies modernes. Emploi de personnel compétent et empressé.</p>	<p>Pertinence des programmes Appui à la prise de décisions stratégiques. Production de nouvelles données statistiques. Améliorations aux programmes à la suite de la rétroaction des utilisateurs.</p> <p>Exactitude de l'information Couverture des enquêtes (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada*). Erreur d'échantillonnage (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada). Taux de réponse (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada). Modèles de révisions des données statistiques.</p> <p>Actualité de l'information Temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion.</p> <p>Accessibilité de l'information Accès aux produits et services d'information, y compris : - les mentions dans les médias; - les connexions Internet; - les services accessibles dans Internet; - les contacts des clients avec les bureaux régionaux; - les ventes; - les partenariats; - les mesures de la satisfaction des clients.</p> <p>Possibilité d'interprétation des données Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques. Disponibilité de métadonnées.</p> <p>Cohérence de l'information Utilisation de normes de classification (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada).</p> <p>Maintien d'une infrastructure nationale de connaissances statistiques Calcul du fardeau de réponse. Utilisation de données administratives à la place d'enquêtes. Mesures de rechange pour la déclaration et la collecte des données. Sondage d'opinion auprès des employés. Taux de roulement des employés. Investissements dans la formation des employés.</p>

- * Enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada : L'organisme a défini comme « programmes essentiels au mandat » ceux qui servent à produire les principaux indicateurs socioéconomiques courants. Ce sont l'Enquête sur la population active, l'Indice des prix à la consommation, l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, les statistiques du commerce international, l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail, le produit intérieur brut trimestriel, l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (composante du revenu), l'Enquête financière trimestrielle et l'Indice des prix des produits industriels.

Le rendement financier est surveillé à l'échelle de l'organisme au moyen de systèmes d'information de la gestion financière qui fournissent des renseignements sur les dépenses et l'efficacité des programmes et les coûts selon le programme, l'unité organisationnelle et la fonction. Ces systèmes reposent sur un cadre de politiques et procédures financières, de systèmes de consignation des coûts et de mesures internes du rendement financier.

En général, le fardeau de réponse et les relations avec les répondants sont surveillés de diverses façons, notamment par la mesure directe du nombre d'heures que les répondants consacrent aux enquêtes de Statistique Canada, la détermination et l'exploitation de nouvelles sources d'information, l'élaboration de nouveaux moyens de déclaration et de collecte des données et la rétroaction obtenue des répondants.

La surveillance de la gestion des ressources humaines est assurée par la rétroaction continue des employés dans le cadre de sondages internes et de sondages menés dans l'ensemble de la fonction publique, des taux de sortie et de roulement, du transfert des connaissances, des entrevues de sortie ainsi que des rapports de programme biennaux et quadriennaux.

3.4 Résultats stratégiques, plans et priorités

L'organisme, de par la nature même de son mandat, n'a pas de rôle direct à jouer dans la formulation des politiques. Par contre, l'organisme joue un rôle central lorsqu'il s'agit d'éclairer le débat sur la politique d'intérêt public et d'y contribuer. La discussion et l'évaluation d'un grand nombre d'enjeux nationaux actuels font appel aux données et aux analyses de Statistique Canada. Le Discours du Trône de 2001 a fait état d'enjeux comme la santé, les compétences et l'apprentissage, les enfants autochtones, l'environnement — dont chacun a été, et continue d'être, éclairé par les produits d'information de l'organisme.

Les activités de planification mises en lumière dans le tableau, sous le titre « Plans et activités connexes », seront revues et déclarées selon le cadre de contrôle de la qualité.

Résultats stratégiques, priorités de planification, plans et activités connexes et ressources

Résultats stratégiques	Priorités de planification	Plans et activités connexes	Ressources pour 2002-2003 (en milliers de dollars)
<p>Renseigner les citoyens, les administrations publiques et les entreprises du Canada sur divers aspects de l'économie et de la société en mutation du Canada, en toute objectivité et impartialité, au moyen de statistiques, de produits, de services et d'analyses éclairées qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • applicables à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions; • adaptés aux nouvelles questions; • de grande qualité; <p>et qui permettent de contribuer à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • répondre aux besoins en information du Canada; • respecter le droit de ses citoyens à une information ouverte, facilement accessible et comprise; • satisfaire aux exigences juridiques; • renseigner les Canadiens sur les questions économiques et sociales actuelles et nouvelles touchant leur vie et leur bien-être. 	<p>Pertinence</p> <p>A. Produire l'information nécessaire pour éclairer l'élaboration de politiques, la prise de décisions, la recherche et la discussion.</p> <p>B. Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouvelles questions et aux nouveaux défis.</p> <p>Qualité de l'information</p> <p>C. Veiller à ce que l'information soit actuelle, fiable, objective, exacte et de grande qualité.</p> <p>Infrastructure nationale de connaissances statistiques</p> <p>D. Maintenir une infrastructure nationale de connaissances statistiques, de bons systèmes de collecte de données et un personnel souple et professionnel, qui soient dans les trois cas innovateurs et capables d'adaptation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réorienter les programmes permanents en réponse aux besoins stratégiques. • Réunir, totaliser, analyser et diffuser les résultats des recensements de la population et de l'agriculture de 2001. • Effectuer la planification initiale des recensements de la population et de l'agriculture de 2006. • Élaborer le Programme de recherche par enquêtes en réponse aux besoins en information permettant d'aborder les nouvelles questions. • Lancer l'initiative Carnet de route de l'information sur la santé. • Diffuser les données statistiques en temps opportun. • Adhérer à des normes statistiques nationales et internationales reconnues, et à l'éthique professionnelle. • Contrôler le fardeau de réponse. • Appuyer l'initiative Résultats pour les Canadiens et les Canadiennes. 	<p align="center">20,0</p> <p align="center">6,7</p>

A. Information pour éclairer la formulation de politiques et la prise de décisions

Les données statistiques pertinentes et révélatrices constituent l'un des produits les plus importants au Canada. Statistique Canada est au centre d'un système statistique intégré et efficace, servant les intérêts de tous les secteurs de la société canadienne. Au cours de l'horizon de planification, l'organisme entreprendra un certain nombre d'activités visant à renforcer son programme de base dans les domaines suivants, qui demeurent importants pour les intervenants clés chargés de la formulation de politiques et de la prise de décisions.

1. Recensement de la population de 2001

Le gouvernement fédéral distribuera environ 47 milliards de dollars en 2002-2003 en s'appuyant sur les résultats du Recensement de 2001. Les composantes clés des répartitions sont le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, la formule de financement des territoires ainsi que les paiements de péréquation. Le Recensement de 2001, qui s'est déroulé essentiellement de la même façon que les recensements précédents, a eu lieu le 15 mai 2001. Le recensement réunit une vaste gamme de renseignements sur chaque homme, femme et enfant habitant au Canada.

Les chiffres et les estimations de population permettent de déterminer les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux ainsi que le transfert et l'attribution des fonds aux administrations régionales et municipales, aux commissions scolaires et aux autres organismes locaux au sein des provinces.

Pour les prochaines années, les activités liées au Recensement de la population de 2001 s'articuleront surtout autour des tâches suivantes :

- traitement des données du recensement, qui devrait prendre fin à l'automne 2002;
- diffusion des chiffres de population et des logements, prévue pour mars 2002. D'autres résultats du Recensement de 2001 seront diffusés à compter de l'été 2002, sur divers supports comme Internet, des CD-ROM, des communiqués et des publications;
- diffusion des estimations provisoires des études de la couverture du Recensement de 2001, prévue pour le printemps 2003;
- diffusion finale des résultats des études de la couverture prévue pour l'automne 2003, soit lorsque les estimations de population auront été recalculées à l'aide des estimations de la couverture et des résultats du Recensement de 2001.

2. Recensement de la population de 2006

Le Recensement de 2006 ne peut être un recensement de « statu quo ». Des pressions externes et internes ont obligé Statistique Canada à modifier sa méthode de collecte et ses moyens de saisie

Les chiffres de population permettent de déterminer :

- ***les limites des circonscriptions électorales;***
- ***les paiements de transfert;***
- ***l'attribution des fonds aux municipalités.***

des données. Des questions comme la protection de la vie privée, la capacité de saisie au clavier diminuée, l'obligation que l'initiative Gouvernement en direct impose à l'organisme, l'attente du public à l'égard d'une application Internet, les défis accrus liés à l'embauche et au maintien d'un personnel très nombreux et décentralisé et l'intensification des pressions pour diffuser en temps voulu des résultats sont autant de raisons qui nécessitent un changement important de la façon actuelle dont l'organisme recueille et traite les données du recensement.

Pour relever ces défis et exploiter les occasions que présentent des technologies éprouvées de collecte et de traitement, Statistique Canada compte instituer un certain nombre de changements. En premier lieu, l'organisme a l'intention d'améliorer son Registre des adresses et d'en accroître la portée et la qualité pour couvrir les régions représentant plus de 80 % des logements au Canada, et pouvoir ensuite poster des questionnaires aux deux tiers environ des logements. L'autre tiers des questionnaires serait distribué à peu près comme cela se fait aujourd'hui. En second lieu, en plus d'offrir la possibilité de remplir le questionnaire imprimé, l'organisme envisage de lancer une option Internet intégrée munie des mesures de sécurité et des vérifications appropriées. Il pense que de 20 % à 25 % des ménages opteront pour cette méthode de réponse. En troisième lieu, Statistique Canada prévoit envoyer toutes les réponses (obtenues sur les questionnaires et par voie électronique) à une même installation centrale de saisie des données, où il compte utiliser le balayage (la reconnaissance intelligente de caractères [RIC]) pour éliminer pratiquement l'entrée de données exigeante en main-d'œuvre. Il prévoit aussi automatiser la vérification de l'intégralité des réponses à partir de sites régionaux d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur. Ces mesures devraient constituer une bonne solution au problème de la protection des renseignements personnels, réduire le nombre d'employés sur le terrain et diminuer la nécessité d'une grande activité de saisie. La RIC promet également de réduire considérablement le temps de traitement.

Comme le Recensement de 2006 entraînera d'importants changements de méthodologie, on prévoit une répétition générale complète en 2004. Au cours des prochaines années, l'accent sera mis sur les activités suivantes :

- Une partie de la stratégie du Recensement de 2006 consiste à envisager l'impartition de diverses activités de recensement, et la question est à l'étude.
- Le travail de conception et d'élaboration du questionnaire est en voie de réalisation. Un certain nombre de questionnaires ont été conçus et sont actuellement soumis à des essais en groupes de discussion.
- La planification du processus de consultation pour le Recensement de 2006 est commencée. Les réunions préliminaires avec les comités interministériels, les comités consultatifs, etc., commenceront à l'hiver 2002, et le processus de consultation aura lieu au printemps 2002 (les documents de consultation sont actuellement en voie d'élaboration).

3. Recensement de l'agriculture de 2001

Le premier ensemble de données sur les chiffres des fermes et les totaux du Recensement de l'agriculture de 2001 sera diffusé le 15 mai 2002, exactement un an après le jour du recensement. Cette première parution comprendra un profil des caractéristiques des fermes, dont les aires en culture, le nombre de bestiaux et de volailles, les valeurs en capital, les dépenses et les ventes, l'utilisation de l'ordinateur et l'agriculture biologique. La deuxième parution, le 20 novembre 2002, fournira des renseignements sur les exploitants agricoles, dont leur âge et leur sexe, la quantité de travail sur la ferme et à l'extérieur de celle-ci ainsi que les blessures liées à

l'exploitation agricole. Toutes les données seront disponibles aux échelons du Canada, des provinces, de la région agricole, du comté ou de la division de recensement, et de la municipalité ou de la subdivision de recensement.

Les travaux consacrés aux deux dernières grandes initiatives du Recensement de l'agriculture de 2001 débutent également en 2002. La base de données du couplage agriculture-population, qui relie les données des deux recensements pour dégager le profil des caractéristiques socioéconomiques des exploitants agricoles, de leurs familles et de leurs ménages, sera diffusée à l'automne 2003. L'élaboration du dernier produit de la gamme de 2001, la publication de prestige *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*, commencera en 2002 également. Ce recueil d'articles analytiques, de graphiques et de cartes tire ses renseignements du Recensement de l'agriculture et d'autres sources de données et paraîtra au printemps 2004.

4. Recensement de l'agriculture de 2006

Le Recensement de l'agriculture a toujours coïncidé avec le Recensement de la population, dont il partage la méthode de collecte. On utilise la méthode actuelle depuis 1971, mais il faut la revoir du tout au tout pour examiner les diverses préoccupations exprimées par les Canadiens, comme les craintes quant à la protection des renseignements personnels et au recours à des recenseurs connus localement, et pour ajouter une option de réponse intégrale par Internet. L'heureux partenariat entre les deux recensements se poursuivra en 2006, grâce aux nouvelles méthodes élaborées et mises à l'essai par Statistique Canada, dans une optique de modernisation des procédures de collecte. Le travail d'élaboration de ces procédures s'amorcera en 2002 en prévision de la « répétition générale » de la collecte intégrale du recensement en mai 2004.

5. Enquêtes postcensitaires

- **Enquête auprès des peuples autochtones de 2001**

Cette initiative vise à fournir des données complètes sur les intérêts particuliers des groupes autochtones. Elle vient compléter une autre initiative menée conjointement, dont l'objectif est de développer des compétences en statistiques au sein des peuples autochtones.

En décembre 1997, la réponse du gouvernement fédéral au *Rapport final de la Commission royale sur les peuples autochtones : le plan d'action du Canada pour les questions autochtones* a été approuvée. Statistique Canada a reçu des fonds supplémentaires dans son budget de 1998 en tant que partenaire de cette initiative. Sa contribution a été la tenue de l'Enquête auprès des peuples autochtones et la création d'un programme de formation en statistique auquel participent de 30 à 40 Autochtones par année.

Dans la réalisation de ces activités, l'organisme a mis l'accent sur l'établissement de rapports de travail avec les groupes autochtones nationaux. Le plan d'enquête tient compte du besoin de données nationales de base et de données propres à divers groupes autochtones. En 2001-2002, la première phase de la collecte des données a eu lieu. La deuxième phase, qui ne cible que la population ayant une ascendance autochtone, aura lieu d'avril à juin 2002. Les plans de diffusion seront dressés en collaboration avec les groupes autochtones et d'autres intervenants au cours de la prochaine année. Les données

doivent paraître à l'été 2003. Les travaux des années à venir porteront essentiellement sur les activités d'analyse et de diffusion.

- **Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2001**

Cette initiative consistait à produire des renseignements sur les adultes et les enfants ayant une incapacité au Canada, sur leurs besoins en matière de soutien social et sur la mesure dans laquelle les personnes ayant une incapacité fréquentent l'école, occupent un emploi et se livrent à des activités de tous les jours. À la demande du commanditaire, Développement des ressources humaines Canada (DRHC), l'organisme a élaboré une nouvelle approche pour repérer les personnes ayant une incapacité, dans l'intention de pouvoir utiliser les questions dans d'autres enquêtes.

La collecte des données pour cette enquête a eu lieu de septembre 2001 à janvier 2002. Les plans de diffusion sont en voie d'élaboration, et la diffusion des données initiales est prévue pour l'hiver 2003. Le financement prend fin en mars 2003. Étant donné que l'incapacité est un concept fluide, il faut analyser et évaluer les possibilités d'application de cette approche pour juger de la comparabilité des données avec d'autres sources.

- **Enquête sur la diversité ethnique**

Les objectifs de l'enquête sont, d'abord, de produire des renseignements pour mieux comprendre comment les Canadiens de différents antécédents ethniques interprètent leur appartenance ethnique et en font état, en explorant diverses dimensions et mesures de l'appartenance ethnique, comme l'ascendance ethnique et l'identité ethnique; ensuite, de produire des données sur la diversité ethnique au Canada, ainsi que sur l'interaction des caractéristiques ethnoculturelles et des résultats socioéconomiques.

La collecte des données pour cette enquête aura lieu d'avril à juin 2002. Les modules de contenu comprennent l'autodéfinition de l'appartenance ethnique, les antécédents du répondant et les antécédents familiaux, les réseaux sociaux, l'interaction familiale, les interactions avec la société, la participation communautaire ainsi que la connaissance et l'utilisation des langues. La diffusion des données est prévue pour l'été 2003.

6. Statistiques des transports en Amérique du Nord

De concert avec les organismes statistiques et les ministères chargés de l'établissement de politiques aux États-Unis, au Mexique et au Canada, Statistique Canada a réalisé un nouveau rapport, *Statistiques des transports en Amérique du Nord*. Le rapport, qui est accessible dans Internet, présente un ensemble complet d'indicateurs statistiques de l'utilisation, du rendement et des répercussions du transport en Amérique du Nord. On y traite également d'une vaste gamme de sujets liés au transport dans les trois pays, notamment le transport et l'économie, la sécurité, le commerce des marchandises, les activités de fret, le transport des voyageurs, l'infrastructure, l'énergie et l'environnement. On a interrompu le travail conjoint entre les trois pays en 2001-2002 en raison des événements du 11 septembre 2001. Les trois pays poursuivront, en 2002-2003, leurs travaux d'harmonisation et d'intégration des statistiques des transports et des statistiques connexes à l'échelle continentale, en créant une base de données dans Internet, où chaque pays pourra mettre à jour, indépendamment, les séries de données de la publication.

7. Schéma directeur des douanes

L'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) a officiellement lancé le Programme d'autocotisation des douanes au début de décembre 2001. On prévoit qu'au cours des quelques prochaines années la majorité des grandes entreprises canadiennes déclareront leurs statistiques commerciales à l'aide des renseignements qui résideront dans leur propre système de comptabilité d'entreprise.

Les responsables du projet Schéma directeur des douanes (la Division du commerce international de Statistique Canada) ont terminé l'analyse de la phase I du traitement courant des données d'importation reçues de l'ADRC. Au cours de l'exercice 2002-2003, pour mener ce projet à terme, il faudra produire des spécifications détaillées décrivant les changements à apporter aux applications courantes, ainsi que la conception et le développement d'une nouvelle application.

Ce projet aura comme résultat important de changer l'articulation de l'analyse globale traditionnelle des statistiques commerciales, qui est actuellement axée sur le pays d'origine, la province de dédouanement et la classification harmonisée. On cherchera plus particulièrement à inclure l'agent économique et l'importateur.

Les modifications aux systèmes et aux procédures engloberont tous les aspects du traitement des statistiques du commerce d'importation, ce qui permettra d'effectuer une analyse plus approfondie des données et d'atteindre une plus grande efficacité en matière de détection et de vérification ou de correction des anomalies.

La mise en œuvre du nouveau processus et des nouvelles procédures est prévue pour le début de l'exercice 2003-2004.

B. Information nécessaire pour faire face à des nouvelles questions et relever des nouveaux défis

Le dynamisme de la société canadienne oblige Statistique Canada à être toujours réceptif aux nouveaux besoins en information afin d'être en mesure de fournir aux Canadiens, et à leurs institutions politiques, les renseignements qu'il leur faut pour mieux comprendre les changements qui s'opèrent, leur ampleur et leurs causalités sous-jacentes. L'organisme poursuivra diverses initiatives visant à répondre aux nouveaux besoins en information dans les domaines suivants :

1. *Élaboration du Programme de recherche par enquêtes pour répondre aux besoins en information permettant de relever les nouveaux défis en matière de politique — Lacunes statistiques II*

Les enjeux définis dans le cadre du Projet de recherche sur les politiques demeureront un point de mire essentiel pour Statistique Canada au cours de la prochaine année. En vertu de ce projet, le programme d'enquêtes en cours sera revu en 2002-2003. Durant cet exercice financier, l'organisme mènera à terme un certain nombre d'initiatives relatives aux lacunes statistiques, en réponse aux demandes d'information dans les domaines de l'*économie fondée sur le savoir*, de la *croissance économique*, de la *cohésion sociale*, du *développement humain* et des *défis et possibilités à l'échelle mondiale*.

Économie fondée sur le savoir

Croissance économique

Cohésion sociale

Développement humain

Défis et possibilités à l'échelle mondiale

Activités à l'appui des besoins en information liés à l'économie et à la société fondées sur le savoir

Pour répondre aux nouveaux besoins en information sur l'incidence du savoir et des compétences de niveau plus haut sur le marché du travail et au sein des entreprises, l'organisme a lancé les programmes suivants :

Accès à la technologie de l'information et des communications et utilisation de celle-ci

L'objectif du projet est de déterminer dans quelle mesure les Canadiens ont accès à ces technologies, à quelle fréquence ils les utilisent et à quelle fin. L'enquête permettra de recueillir des renseignements sur des sujets comme :

- le matériel et les services de communications auxquels les gens ont actuellement accès;
- l'utilisation faite de ce matériel et de ces services;
- le temps consacré à ces activités;
- les caractéristiques démographiques des utilisateurs et des non-utilisateurs;
- les facteurs qui influent sur la décision de ne pas utiliser ce matériel ou ces services;
- l'historique et les modalités de l'accès aux ordinateurs;

- l'effet de la technologie sur la vie des gens;
- la pertinence du contenu canadien des services en direct.

Activités prévues :

L'une des dernières versions de l'Enquête sociale générale portait sur l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et des communications. Les premières conclusions de cette enquête ont été publiées le 26 mars 2001. On a aussi publié un fichier de données à grande diffusion et réalisé un certain nombre d'études analytiques. Des totalisations spéciales sont actuellement en cours de production. Ce projet doit être achevé en 2002-2003. La poursuite de cette initiative dépendra de l'examen d'établissement des priorités qui aura lieu en 2002.

- **Indice de la rémunération totale du travail**

Le projet consiste à élaborer un nouvel indice des coûts de main-d'œuvre (ICMO) pour aider les décideurs à évaluer l'évolution du marché du travail — élément essentiel à la mise en œuvre de politiques de stabilisation. La nouvelle série de données permettra également d'effectuer de nouvelles recherches ou d'améliorer la recherche existante sur des sujets comme :

- le rôle des pressions exercées par les coûts de la main-d'œuvre dans le processus d'inflation et le cycle économique;
- la façon dont certains marchés du travail s'adaptent aux changements touchant l'offre et la demande de la main-d'œuvre;
- le rôle des avantages sociaux et de la rémunération « à risque » dans la rémunération totale et dans la promotion de la souplesse salariale;
- la relation entre la souplesse salariale et la restructuration de l'emploi.

Activités prévues :

L'organisme poursuit ses travaux en vue de produire un ICMO expérimental pour 2001 et 2002 d'ici l'automne 2003. Il évaluera ensuite dans quelle mesure les données de l'ICMO répondent aux besoins des clients.

- **Enquête sur le milieu de travail et les employés**

Les recherches stratégiques sur les travailleurs et le milieu de travail demeurent incomplètes, car il manque deux éléments :

- l'information de base sur la demande de main-d'œuvre;
- l'incapacité d'établir un lien entre l'information sur la demande et l'information sur l'offre sur le marché du travail, c'est-à-dire l'incapacité de relier les décisions prises par les entreprises à leurs répercussions sur les travailleurs.

L'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE) vise à combler cette lacune statistique au moyen de la collecte des données sur le milieu de travail, sur la façon dont celui-ci se transforme et sur l'incidence de ces changements sur les travailleurs.

Activités prévues :

Une conférence réunissant des analystes de politiques, des économistes du travail venant du milieu universitaire et des chercheurs en relations industrielles est prévue pour 2002 et mettra en lumière la recherche fondée sur l'EMTE. Ce projet sera mené à terme en 2002-2003. La poursuite des activités dépendra d'un exercice d'établissement des priorités qui sera mené par le Groupe de recherche sur les politiques (GRP) en février 2002.

Activités à l'appui des besoins en information liés à la croissance économique

La croissance économique est essentielle à la formation de la richesse et à la création d'emplois. Pourtant, de nombreux aspects de la croissance économique ne sont pas bien compris, notamment les facteurs déterminants de l'augmentation et du ralentissement de la productivité (qui ont tous les deux eu une incidence sur le rendement économique dans les années 1990 aux États-Unis, mais pas au Canada), et la relation entre l'environnement et la croissance.

Les projets prévus pour combler les lacunes statistiques à ce chapitre sont les suivants :

• **Projet sur l'élaboration du Système d'information sur les sciences et la technologie**

Les activités liées aux sciences et à la technologie sont cruciales pour la création d'emplois et la croissance économique, l'amélioration de la qualité de vie et l'avancement du savoir. Même si le bon usage des sciences et de la technologie est essentiel au bien-être des personnes et de la société, on ne peut pas répondre, à l'aide des données statistiques disponibles il y a un certain nombre d'années, à beaucoup de questions à ce sujet.

Un système d'information sur les sciences et la technologie, lancé en avril 1996, visait à répondre aux lacunes en matière d'information dans ce domaine. Ce système renferme de l'information intégrée sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement de base des sciences et de la technologie, y compris la recherche, le développement et l'innovation, dans tous les secteurs de l'économie; les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique; la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir.

Le projet vise à élaborer trois ensembles de mesures regroupées sous les rubriques des sciences et de la technologie, de l'innovation, ainsi que de la diffusion et de l'appropriation. Ces mesures serviront à brosser un tableau cohérent du système canadien d'innovation et de sa relation avec l'économie fondée sur le savoir.

Activités prévues :

Pour le prochain exercice, l'organisme diffusera de nouveaux résultats sur les activités et les entreprises de biotechnologie et il effectuera une nouvelle analyse fondée sur les données du cycle de l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les personnes de l'Enquête sociale générale. Le projet doit être achevé en 2002-2003. La poursuite des activités dépendra d'un exercice d'établissement des priorités du GRP en 2002.

- **Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »**

Ce projet permettra de recueillir des renseignements sur les facteurs qui influent sur la capacité du pays d'atteindre son objectif de mettre l'infrastructure du savoir à la portée de tous les Canadiens. De plus, le projet permettra de déterminer l'utilisation que font ou prévoient faire les ménages et les autres secteurs de l'économie des technologies de l'information et des communications. Il indiquera aussi la mesure dans laquelle les Canadiens et les autres secteurs de l'économie sont prêts à se lancer dans le commerce électronique. La mesure du commerce électronique constitue un élément clé du projet.

Activités prévues :

Pour l'année qui vient, l'organisme analysera les questions ajoutées à l'Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison (EUIM) visant à obtenir des données sur le commerce électronique à l'échelle de l'économie et sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications, ainsi que les questions sur le commerce électronique, en vue de dégager de nouvelles perceptions sur l'utilisation du commerce électronique au Canada. En outre, la Série sur la connectivité constituera encore un véhicule pour les produits analytiques issus de ces enquêtes et d'autres. En même temps, l'organisme explorera des moyens de réunir des données sur l'utilisation des réseaux électroniques par les Canadiens. Le projet doit être achevé en 2002-2003. La poursuite des activités dépendra d'un exercice d'établissement des priorités du GRP en 2002.

L'organisme continuera de travailler à l'interne et en étroite collaboration avec Industrie Canada à l'élaboration de nouvelles mesures opportunes du commerce électronique et d'autres aspects de l'économie de réseau.

- **Programme de la statistique de l'environnement**

L'objectif du programme consiste à fournir aux Canadiens une information cohérente, complète et pertinente pour étudier la relation entre l'environnement et l'activité humaine. Le personnel du programme s'acquitte de son mandat en effectuant les deux principales activités suivantes :

- en intégrant l'information sur l'environnement aux données socioéconomiques de Statistique Canada;
- en recueillant des données sur la protection de l'environnement directement auprès des entreprises, des ménages et des administrations publiques au moyen de plusieurs enquêtes sur la production et la consommation de biens et services environnementaux.

Activités prévues :

Le programme de la statistique de l'environnement comprend quatre grandes composantes : un ensemble de comptes et d'indicateurs de l'environnement, un ensemble d'enquêtes sur l'environnement, une infrastructure de données spatiales et un recueil quinquennal intitulé L'activité humaine et l'environnement. Pour 2002-2003, on prépare des activités dans les domaines des enquêtes sur l'environnement, y compris le prochain cycle de l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement, l'Enquête sur l'industrie de la gestion des déchets et l'Enquête sur l'industrie de l'environnement. Le premier cycle des comptes de l'environnement a été publié, et la rétroaction des utilisateurs sur ces comptes orientera la préparation du prochain cycle.

Un projet quadriennal de production de statistiques sur le recyclage des produits de ressources naturelles prendra fin en 2002-2003. Les données ont été recueillies, puis totalisées à l'aide d'un cadre structuré afin de faciliter leur analyse. Elles paraîtront en 2002-2003. Il y a eu une longue consultation entre les fournisseurs de données et les utilisateurs potentiels, et Ressources naturelles Canada maintiendra un site Web pour la diffusion de ces statistiques. On a déterminé certains raffinements de méthodologie, qui seront intégrés dans le prochain cycle de l'enquête.

Activités à l'appui des besoins en information liés à la cohésion sociale

Parmi les défis à relever dans le domaine de la cohésion sociale, il y a les questions touchant la polarisation et l'identité canadienne. Un cadre de recherche est déjà élaboré et, malgré l'abondance de l'information que livrent les enquêtes existantes, des lacunes considérables subsistent. On propose une stratégie à plusieurs volets, qui combinera des initiatives précises visant à répondre aux besoins en données à court terme et comprendra l'élaboration d'instruments souples de collecte et d'analyse des données permettant d'aborder les nouvelles questions issues du programme permanent de recherche. Les domaines visés par cette initiative sont les suivants :

- **Enquête sociale générale**

Le but de ce projet consiste à remanier et à élargir l'Enquête sociale générale (ESG) afin de recueillir des données à l'appui des initiatives de recherche, particulièrement dans les domaines de la cohésion sociale et du développement humain.

Activités prévues :

La collecte des données pour le cycle 16 de l'ESG aura lieu en 2002 et elle portera sur le thème du soutien social pour les personnes âgées. Ce cycle permettra de recueillir des données sur l'aide que les personnes fournissent et reçoivent. De même, l'enquête permettra de recueillir des renseignements détaillés sur les transitions vers la retraite, la planification de la retraite et d'autres sujets ciblant une population plus âgée.

- **Crime motivé par la haine et autres questions liées à la diversité au sein du système de justice**

Le crime à caractère haineux et l'inégalité perçue quant au traitement que réserve le système de justice à divers groupes peuvent entraîner la polarisation de la société selon des critères raciaux ou ethniques. Le crime à caractère haineux fait partie des domaines où

il existe d'importantes lacunes en matière d'information. Ce projet permettra d'évaluer l'information existante et de combler les lacunes statistiques relatives aux expériences de divers groupes en tant que victimes, contrevenants et intervenants du système de justice, pour appuyer l'élaboration de politiques efficaces en réponse à l'activité motivée par la haine et à d'autres questions liées à la diversité dans le système de justice.

Activités prévues :

En 2001-2002, on a achevé une série de 10 profils des groupes minoritaires qui ont des rapports avec le système de justice. Les profils présentent les caractéristiques socioéconomiques de chaque groupe ainsi que les données sur le système de justice qui sont disponibles. On est en train de préparer un rapport sur la diversité des personnes œuvrant dans le système de justice. Les résultats de la première étape d'une étude du crime motivé par la haine ont été publiés. Une consultation du Comité des informations et statistiques policières de l'Association canadienne des chefs de police a permis d'établir l'orientation générale quant à la meilleure façon de recueillir ces renseignements. En 2002-2003 et au cours des années qui suivront, les travaux seront axés sur la mise à l'essai des méthodes de collecte des données et sur les tentatives visant à établir des mécanismes permanents de collecte des données pour combler les lacunes.

- **Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada**

L'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada vise à nous aider à mieux comprendre comment les immigrants s'adaptent à la vie au Canada. On interviewera les mêmes répondants à trois points dans le temps après leur arrivée au Canada : six mois (volet 1), deux ans (volet 2) et quatre ans (volet 3). Ce concept facilitera l'analyse détaillée des facteurs qui influent sur les changements dans la vie des immigrants au fil du temps. L'enquête portera uniquement sur les questions liées aux adaptations et à l'intégration à court terme. Les résultats de cette enquête permettront de déterminer quels services sont les plus efficaces pour aider les nouveaux venus à s'établir au Canada et fourniront des renseignements sur la façon dont les nouveaux immigrants utilisent les ressources qui sont mises à leur disposition. L'enquête vise les résidents permanents de 15 ans et plus qui arrivent de l'extérieur du Canada au cours d'une période donnée. L'unité primaire d'analyse de l'enquête est l'immigrant lui-même.

Activités prévues :

On prévoit la diffusion des données du premier volet de l'enquête en janvier 2003. On diffusera également un document d'analyse résumant les conclusions, accompagné de tableaux de données. La collecte des données du deuxième volet débutera en 2002.

- **Commerce et investissement dans le secteur culturel**

Le projet Commerce et investissement dans le secteur culturel a été lancé en 1996-1997, grâce à un financement initial du ministère du Patrimoine canadien, d'Industrie Canada, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et de Statistique Canada.

Durant les premières années, l'accent a surtout porté sur l'élaboration des concepts et l'exploration des sources de données :

- détermination des méthodes et des concepts pertinents servant à évaluer le rôle et la contribution des activités liées au commerce dans le secteur culturel;
- élaboration d'une base de données intégrées sur le commerce international des biens et services culturels (en exploitant toutes les sources de données disponibles);
- détermination des lacunes statistiques et des stratégies appropriées pour améliorer les données sur le commerce dans le secteur culturel;
- production de documents techniques sur le commerce dans le secteur culturel;
- élaboration de produits analytiques.

Activités prévues :

Au cours de la prochaine année, les responsables mettront la dernière main à une base de données intégrées sur le commerce de biens et services culturels et ils combleront les lacunes statistiques qui auront été relevées. Dans le cadre de ce projet, des documents techniques sur le commerce et des produits analytiques seront également élaborés.

Activités à l'appui des besoins en information liés au développement humain

Le développement humain couvre de nombreux aspects de l'expérience humaine : l'enfance, le travail, l'apprentissage, le vieillissement, les soins prodigués à autrui et la participation aux activités de la collectivité. L'organisme entreprendra les projets statistiques suivants pour répondre aux besoins que l'initiative Réseau du développement humain aura fait ressortir comme des lacunes au cours des premières années de son programme de recherche.

- **Enquête sur les transitions au postsecondaire**

L'Enquête sur les transitions au postsecondaire permettra de recueillir des données pour mieux comprendre les facteurs touchant la transition des études postsecondaires au monde du travail pour les jeunes Canadiens. Cette enquête facilitera l'élaboration de politiques et de programmes qui aideront les jeunes à réussir leurs transitions vers le marché du travail. Les résultats permettront également de déterminer les préoccupations au sujet de l'intégration sociale et du désengagement social.

L'enquête révélera s'il existe d'importants manques d'efficacité dans les premières étapes des études postsecondaires et si les décrocheurs pourraient profiter d'autres avenues dans le domaine de l'éducation. Il existe un besoin crucial d'information pour déterminer le nombre de personnes qui quittent le pays après avoir obtenu leur diplôme afin de comprendre les facteurs qui interviennent et d'élaborer des politiques sur la question de l'exode des cerveaux — une préoccupation grandissante sur le plan des politiques en ce qui concerne la compétitivité du Canada dans l'économie mondiale.

Activités prévues :

La collecte des données pour l'Enquête nationale auprès des diplômés et pour une nouvelle enquête, l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires (EPEP), qui constitue un supplément de l'Enquête sur la population active, aura lieu en 2002. L'EPEP permettra de recueillir des données sur la participation aux études postsecondaires, sur les décrocheurs et les diplômés de l'enseignement postsecondaire, et sur l'endettement des étudiants et le remboursement de leur dette. Parmi les éléments clés de l'EPEP figurent les suivants :

- *accès aux études postsecondaires et persévérance des étudiants de l'enseignement postsecondaire;*
- *indicateurs de l'endettement étudiant et du remboursement de la dette pour faciliter le suivi du Programme canadien de prêts aux étudiants.*

• **Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie**

Au fur et à mesure que l'économie et la société canadiennes évoluent de façon plus marquée vers le savoir, les Canadiens feront face à un nouvel ensemble de défis au chapitre de la transition et de l'adaptation. L'Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie (EICUV) vise à évaluer directement, au moyen de mesures cognitives, la performance d'adultes de 16 à 65 ans dans les compétences suivantes : *la compréhension de textes suivis, la compréhension de textes schématiques, les capacités de calcul et la résolution de problèmes.* Les résultats permettront d'établir le profil des compétences de la population canadienne en âge de travailler et d'effectuer des comparaisons à l'échelle internationale. Le projet sera élaboré de concert avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, ce qui permettra la conception et l'étalonnage d'une série de tests génériques servant à mesurer les compétences précitées.

Activités prévues :

La principale collecte sur le terrain pour cette enquête devrait se tenir en 2002. La publication d'un rapport comparatif à l'échelle internationale est prévue pour septembre 2004. Au cours des deux prochaines années, les grandes étapes seront : le couplage et l'analyse des données nationales et internationales; l'examen des principaux outils d'évaluation; la rédaction du rapport comparatif à l'échelle internationale; la publication des microdonnées internationales; ainsi que l'achèvement et la publication du rapport comparatif et de la monographie sur les données de l'EICUV.

• **Changements touchant les cheminements de vie et l'emploi du temps**

L'une des grandes lacunes de la recherche stratégique fédérale qu'a fait ressortir le Projet de recherche sur les politiques (PRP) a trait aux modèles des cheminements de vie et d'emploi du temps des Canadiens, à la façon dont ces modèles se modifient et aux répercussions qu'ont ces changements. En particulier, le PRP a noté que : « La façon dont les Canadiens consacrent leur temps aux activités principales influe sur la production actuelle et future, la qualité des soins donnés aux enfants, la qualité de vie des particuliers et des familles ainsi que la force des collectivités locales. On doit suivre de près et mieux comprendre les conséquences des horaires surchargés des familles et de la nature changeante du monde du travail. Nous avons encore beaucoup à apprendre sur les

préférences des familles pour ce qui est de concilier le travail, l'apprentissage, les loisirs et les activités de garde. » Le projet LifePaths est une activité novatrice visant à intégrer des données provenant de diverses sources d'information de Statistique Canada. Il a pour objectif de brosser un portrait statistique de l'emploi du temps des Canadiens et des activités auxquelles ils participent tout au long de leur vie.

Activités prévues :

Avec l'achèvement du modèle de base en 2001, on prévoit désormais des activités selon trois grandes orientations. La première comprend une série d'études analytiques. Certaines de ces études sont fondées sur l'analyse qu'on a dû effectuer pour créer le modèle. Ainsi, une analyse a permis de relever les tendances des cohortes quant à la formation d'unions et à leur dissolution en comparant ou en combinant des données de l'ESG de 1995 avec celles de l'Enquête sur la famille de 1984.

Le deuxième ensemble d'activités prévues visera à élargir les capacités du modèle en créant, par exemple, des modules sur l'impôt sur le revenu, le programme de transfert de fonds et l'épargne personnelle. Ces modules revêtent une importance particulière pour les analyses du vieillissement de la population et des perspectives du revenu de retraite.

Dans le cadre de la troisième activité, on travaillera en collaboration avec nos ministères clients, en particulier avec DRHC. L'un des domaines d'intérêt est la projection des effets du vieillissement de la population.

- **Enquête sur la sécurité financière**

L'Enquête sur la sécurité financière (ESF) permettra de recueillir des données sur la valeur nette des Canadiens, c'est-à-dire la valeur de leur actif moins leur passif. En particulier, ce projet permettra de mieux comprendre :

- les types d'actif et de passif des particuliers et des familles au Canada;
- la façon dont la richesse est répartie au sein de la population canadienne;
- le profil des Canadiens qui détiennent divers types d'actif et de passif;
- les changements qui touchent l'actif et le passif au cours du cycle de vie;
- les capacités futures de consommation des Canadiens et leur vulnérabilité financière possible, particulièrement lorsque surviennent des événements imprévus, comme une réduction de revenu;
- la mesure dans laquelle l'actif actuel des particuliers leur permettra de toucher un revenu pendant leur retraite;
- la relation entre le revenu et la richesse;
- la mesure dans laquelle l'actif est transféré, ou pourrait l'être, d'une génération à l'autre;
- les répercussions des prêts étudiants sur les étudiants et leurs familles.

Activités prévues :

En raison de la complexité et de la quantité des données recueillies et calculées, les résultats ont été diffusés en deux parties. Une première diffusion des données sur l'actif et le passif a eu lieu en mars 2001 et une seconde diffusion, en décembre 2001. Un fichier de données à grande diffusion paraîtra en 2002.

On a procédé à la comparaison des données de l'ESF avec les données agrégées du Système de comptabilité nationale et on a publié un document comportant un rapprochement des deux sources d'information (expliquant les différences possibles) en mars 2001. D'autres documents de recherche ont été publiés plus tard en cours d'année.

Un document de consultation, dans lequel on explique la méthodologie proposée afin d'estimer une valeur pour les pensions, a été distribué aux intervenants. On a obtenu des commentaires sur le document de consultation en mars 2001. On a rajusté par la suite cette méthodologie et calculé une valeur pour les pensions de manière à pouvoir diffuser la deuxième partie des données au début de l'automne.

Les activités prévues pour les prochaines années comprennent le traitement des données sur les pensions et la création d'un fichier de microdonnées à grande diffusion, ainsi que le soutien aux chercheurs.

• **Système d'information amélioré sur l'éducation**

Ce projet consiste à établir une base de données nationales comportant des dossiers scolaires d'élèves de tous les ordres d'enseignement, de la maternelle à l'enseignement postsecondaire, dans les établissements publics et privés. Ces renseignements permettront d'analyser la mobilité et les cheminements des élèves au fil du temps, d'un ordre d'enseignement à un autre, d'un établissement ou d'un secteur de compétence à un autre, ainsi que d'étudier de façon plus approfondie les facteurs liés aux résultats scolaires et aux résultats sur le marché du travail.

Activités prévues :

Le Système d'information amélioré sur l'éducation (SIAE) a fait l'objet d'un projet pilote couronné de succès qui en est maintenant à l'étape de mise en œuvre. Les données des provinces sont actuellement en voie de totalisation.

Dès que la base de données sera dûment constituée, les responsables du projet s'attaqueront aux défis suivants dans les prochaines années :

- *mettre en pratique la Classification des programmes d'enseignement, un système de classification des principaux domaines d'études qui est beaucoup plus détaillé et moderne que celui qui est actuellement en place;*
- *régler les préoccupations de certains secteurs de compétence quant à la protection des renseignements personnels;*
- *mettre en application les changements aux systèmes dans les établissements pour leur permettre de déclarer des données selon le SIAE;*
- *régler les questions conceptuelles de couverture.*

- **Secteur des services d'enseignement et de formation**

Le secteur des services d'enseignement et de formation (SEF) est un secteur complexe constitué de petites et moyennes entreprises (PME), des services de formation au sein d'entreprises œuvrant dans d'autres secteurs d'activité (p. ex. les télécommunications, les soins de santé, le multimédia) et des activités commerciales des collèges, des universités et des commissions scolaires. Le secteur représente une part de plus en plus grande de l'offre des services d'enseignement et de formation au Canada. Cependant, les projets actuels de collecte de données ne permettent de recueillir que peu de renseignements sur le secteur des SEF ou sur son rôle sur le marché de l'exportation.

Dans le cadre du PRP du gouvernement canadien, un projet intitulé Données sur l'industrie des services en éducation et en formation a été approuvé en juin 1999 afin de combler ces lacunes statistiques sur une période de quatre ans.

Activités prévues :

On discute encore de plans détaillés pour les deux prochaines années avec les ministères concernés (Industrie Canada, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et ministère du Patrimoine canadien).

Activités à l'appui des besoins en information liés aux défis et aux possibilités à l'échelle mondiale

Les projets qui figurent dans la présente section ont une portée plus internationale; par conséquent, il serait difficile de les classer dans les sections précédentes :

- **Rapprochement et amélioration des données sur le commerce international de marchandises**

Deux facteurs touchant l'élaboration de la politique commerciale du Canada nécessitent une meilleure compréhension. Il s'agit des rapprochements avec les données des principaux partenaires commerciaux et les caractéristiques des exportateurs canadiens. Des données sur le commerce, approuvées par toutes les parties concernées, sont à la base des négociations commerciales. Ce projet consistera à procéder, avec les principaux partenaires commerciaux du Canada, au rapprochement des échanges commerciaux bilatéraux sur une base annuelle. En outre, on établira une population d'exportateurs, qu'on maintiendra au fil des ans. Cela nous permettra d'analyser les caractéristiques de nos exportateurs, c'est-à-dire qui ils sont, ce qu'ils exportent et vers quels pays. Ces renseignements constituent une composante clé pour surveiller et orienter les activités de promotion commerciale.

Activités prévues :

Les travaux porteront essentiellement sur :

- ***l'élaboration de méthodes statistiques pour quantifier l'ampleur et la nature des écarts statistiques et pour faire concorder les chiffres officiels des échanges commerciaux;***
- ***la modernisation du système électronique actuel de déclaration des exportations afin de faciliter la déclaration en direct pour les exportateurs;***
- ***la prise de dispositions spéciales avec les exportateurs pour la déclaration;***
- ***la collaboration avec l'ADRC pour mettre en œuvre des sanctions prévues depuis peu dans la loi pour la non-déclaration.***

2. Mise en œuvre de l'initiative Carnet de route de l'information sur la santé

L'initiative Carnet de route de l'information sur la santé est un travail de collaboration de l'Institut canadien d'information sur la santé, de Statistique Canada, de Santé Canada et de plusieurs groupes œuvrant dans le domaine de la santé. Cette initiative vise à :

- fournir de l'information de meilleure qualité sur les grandes questions actuelles et nouvelles en matière de santé;
- traiter les problèmes de données fragmentées ou incomplètes;
- améliorer l'analyse de l'information qui est saisie sur la santé;
- diffuser plus largement l'information sur la santé afin de réaliser son plein potentiel pour améliorer la santé des Canadiens et leur système de soins de santé.

Cette initiative suppose la création de nouvelles bases de données ou l'élaboration des données existantes pour mieux comprendre les nouveaux enjeux dans le domaine des soins de santé.

L'initiative, grâce aux nombreux projets qui en font partie, permettra aussi de fournir de meilleures données et des normes techniques pour recueillir l'information et assurer la protection des renseignements personnels. De plus, elle contribuera à produire un ensemble de grands indicateurs sur la santé et ses déterminants, à l'intention à la fois du grand public et des gestionnaires du système de santé.

Les projets comprennent :

- l'élargissement de l'ensemble des indicateurs liés à la santé pour satisfaire aux besoins liés à l'accord en matière de santé des premiers ministres conclu en septembre 2000;
- le lancement de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, qui fournira des estimations transversales sur les déterminants de la santé, les facteurs de risque, l'état de santé et l'utilisation du système de santé, non seulement aux échelons national et provincial, mais aussi pour les régions sociosanitaires infraprovinciales dans tout le Canada;
- l'élaboration d'ensembles de données axés sur la personne, intégrant les données sur les soins de santé aux renseignements sur l'état de santé des Canadiens et aux résultats des soins médicaux;
- l'amélioration du Registre canadien du cancer pour qu'on puisse y verser des données supplémentaires (détails sur les diagnostics, en particulier la détermination du stade, les interventions médicales, chirurgicales et thérapeutiques, ainsi que des données sur les coûts et résultats connexes) afin de favoriser l'analyse de la survie;
- le développement des statistiques de l'état civil pour améliorer l'exactitude, l'actualité et la qualité des données et accroître la capacité d'utiliser les données sur la natalité et la mortalité pour élaborer des renseignements sur les résultats en matière de santé;

- l'élaboration d'une série chronologique afin de décrire des initiatives importantes en matière de santé, selon l'âge, le sexe, la région géographique et la catégorie (les déterminants non médicaux de la santé, l'état de santé, l'utilisation du système de santé et les caractéristiques démographiques et économiques).

3. *Centres de données de recherche sur les statistiques sociales*

L'Initiative canadienne sur les statistiques sociales est un projet de collaboration entre le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et Statistique Canada.

Statistique Canada détient des ensembles complets de données qui constituent pour le pays une excellente base statistique de renseignements sur les questions sociales et socioéconomiques importantes. Ces renseignements comprennent, notamment, les facteurs qui déterminent le développement de l'enfant, les résultats d'enquête qui éclairent l'accumulation des droits de pension des Canadiens, l'incidence des pratiques commerciales concurrentielles sur les employés, les facteurs qui déterminent la santé des Canadiens et la fréquence du crime et ses répercussions sur les victimes et la société.

Voici les trois principaux objectifs :

- promouvoir la recherche et la formation pour lesquelles on doit utiliser pleinement les statistiques sociales;
- faciliter l'accès aux microdonnées détaillées de Statistique Canada (tout en protégeant la confidentialité des données conformément à la *Loi sur la statistique*) par la mise en œuvre de centres de données partout au Canada;
- maximiser l'interface entre la recherche et la politique gouvernementale.

En fait, on a ouvert les portes de neuf centres de données universitaires qui sont essentiellement des prolongements de Statistique Canada. Ces derniers doivent respecter les mêmes dispositions strictes en matière de sécurité et sont gérés par des employés de l'organisme. Les chercheurs qui utilisent les données doivent présenter une demande à un comité dirigé par le CRSH, qui compte un représentant de Statistique Canada. Si la demande du chercheur est approuvée, il prête serment en vertu de la *Loi sur la statistique*, après quoi il peut accéder aux données sous réserve des mêmes dispositions en matière de sécurité que celles établies pour les employés de l'organisme. Toutes les données agrégées qui sortent des installations protégées sont soumises à un examen minutieux dont l'objet est d'en assurer la confidentialité. Il y a actuellement plus de 70 projets de recherche en cours.

Les chercheurs doivent rédiger des rapports fondés sur les résultats de leurs recherches. Les rapports font l'objet d'un examen rigoureux par des pairs et des établissements, sous la gouverne de Statistique Canada. Cela favorise l'utilisation des données canadiennes pour les initiatives de recherche en cours et contribue ainsi à faire mieux comprendre les facteurs en jeu dans la nouvelle dynamique socioéconomique. Les premiers résultats des projets de recherche sont attendus pour la fin de mars 2002.

C. Qualité de l'information

Chaque année, on entreprend des initiatives visant des domaines jugés à risque ou ne répondant pas à des normes acceptables, pour faire en sorte que l'information fournie aux administrations publiques, entreprises, chercheurs, clients et utilisateurs concernés ainsi qu'au grand public demeure objective, fiable, actuelle, complète et exacte. Les domaines qui retiendront l'attention cette année comprennent notamment :

1. Abrégement des délais de production des résultats des enquêtes-entreprises

Un examen détaillé des processus d'enquêtes-entreprises annuelles, visant à abréger les délais de production des données en fonction d'une cible d'au plus 15 mois après la fin de l'année civile de référence, a amené l'établissement de cibles pour toutes les enquêtes-entreprises annuelles qui ne respectent pas actuellement ce critère. Un groupe de travail chargé de l'optimisation surveillera les plans et les progrès accomplis en ce sens. L'abrégement des délais passe par l'accélération de la collecte et la simplification des processus de vérification. L'atteinte de ces cibles représentera un grand défi pour tous les intervenants à la réalisation de ces enquêtes et à la production de leurs résultats statistiques.

2. Renouvellements de programme dans plusieurs secteurs clés

Au cours de la période de compressions budgétaires, les systèmes de nombreuses séries clés n'avaient pas été renouvelés, comme ils doivent l'être périodiquement. Il faudra faire des investissements dans les secteurs suivants :

- Un plan stratégique a été mis au point pour l'Indice des prix à la consommation, et le travail relatif aux systèmes et aux améliorations des méthodes a débuté et se poursuivra pendant les trois prochaines années.
- La restructuration du système pour la *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats* est un projet biennal, qui a commencé cette année.
- La refonte de l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail entre dans sa troisième année et on prépare un essai parallèle pour 2003-2004.
- Dans le domaine des transports, on continue de travailler à moderniser les programmes d'enquête clés (camionnage et transport par autobus et autocar). Dans le Centre des statistiques de l'aviation, les forces de la consolidation, de la déréglementation et de la privatisation ont eu un effet sur le processus de collecte des données. Les événements tragiques du 11 septembre compliqueront encore davantage le tableau, étant donné que l'industrie du transport aérien fait face à des pressions sans précédent pour sa survie. L'organisme poursuivra son étroite collaboration avec Transports Canada et les industries concernées pour rafraîchir ses statistiques sur les transports afin que celles-ci révèlent plus fidèlement les défis qui évoluent rapidement au sein de ces industries.

3. Cohérence des données

La cohérence est une dimension de la qualité des données qui est assurée par des cadres conceptuels communs, par des variables et des classifications communes, ainsi que par des méthodes et des processus communs.

L'élargissement de la politique sur les normes constitue un objectif important, et on prévoit poursuivre les travaux cette année. La Base de métadonnées intégrées (BMDI) peut servir d'outil pour évaluer la mesure dans laquelle les programmes statistiques utilisent des définitions normalisées, pour déterminer les possibilités de pousser davantage l'harmonisation et promouvoir l'utilisation des normes de l'organisme. On prévoit entreprendre d'autres travaux, faisant appel à la BMDI, pour faire adopter l'utilisation des normes de l'organisme dans les domaines spécialisés où elles ne sont pas encore en application.

De plus, on envisage mener de nouveaux travaux sur les classifications industrielles en vue d'une plus grande convergence entre le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord et la Nomenclature générale des activités économiques dans les communautés européennes.

4. Changement de structure des organisations commerciales

Les structures des organisations commerciales évoluent rapidement, sous l'influence de la mondialisation des marchés, de l'augmentation de la propriété étrangère des entreprises canadiennes et de l'accroissement de la concentration, de la déréglementation et de la privatisation industrielles. Ces événements ont amené Statistique Canada à se demander si ses concepts et ses approches qui sous-tendent les statistiques des entreprises demeurent appropriées pour la collecte, le traitement et l'analyse des données. Un comité des concepts s'est mis à l'œuvre pour examiner et confirmer les concepts et les pratiques opérationnelles pour les entreprises multinationales afin de mieux comprendre l'ampleur et la nature du problème. C'est un travail de pointe, rempli de défis, dont les résultats et les incidences aideront l'organisme à comprendre les entreprises multinationales et la façon dont il doit structurer ses données les concernant.

D. Maintien d'une infrastructure nationale de connaissances statistiques

Statistique Canada doit continuellement veiller à ce que l'information qu'il produit soit actuelle, exacte et de grande qualité. Il importe tout autant de veiller à ce que les Canadiens puissent communiquer avec ses représentants par les moyens les plus pratiques et les plus conviviaux possibles. L'organisme continuera de mettre en œuvre des initiatives axées sur le contrôle du fardeau qu'il impose aux répondants. Afin d'alléger le fardeau des répondants, on explorera de nouvelles avenues pour l'utilisation du fonds de données et on mettra au point et fera l'essai de méthodes et technologies modernes. En outre, l'organisme participe activement à l'initiative gouvernementale Résultats pour les Canadiens et les Canadiennes, qui vise les mêmes objectifs. Les paragraphes suivants résument certains des plans de l'organisme dans ce domaine pour les trois prochaines années.

1. Contrôle du fardeau de réponse

Statistique Canada est très conscient du temps et des efforts considérables qu'il demande aux répondants à ses enquêtes. Les initiatives ci-après illustrent les efforts que l'organisme ne cesse de faire, par l'utilisation d'autres moyens de collecte des données, pour contrôler le fardeau qu'il impose à ses répondants.

- **L'élaboration de l'Enquête unifiée auprès des entreprises**

Statistique Canada a remanié tout le cadre de l'exécution de ses enquêtes-entreprises. Pour éviter le double emploi dans les activités d'enquête, il a intégré la plupart de ses enquêtes-entreprises annuelles dans un seul programme d'enquêtes principal appelé l'Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE). Par ailleurs, l'EUE permet de recueillir désormais des détails sur les finances et les produits à l'échelon provincial pour un plus grand nombre de secteurs d'activité qu'il ne pouvait le faire auparavant, tout en évitant le chevauchement entre les divers questionnaires d'enquête. Quelque 800 000 petites entreprises ont été exclues de la liste de sélection de l'échantillon, car leurs renseignements sont estimés par l'application des données fiscales de l'ADRC.

En ce qui concerne le fardeau de réponse, l'organisme continuera de contrôler et de limiter le fardeau d'enquête qu'il impose aux entreprises, particulièrement aux plus petites entreprises, pour qu'elles arrivent à fournir les renseignements demandés, de la façon la plus simple, la plus souple et la plus économique possible. Il poursuivra le processus fructueux amorcé l'an dernier et consistant à établir un contact préalable avec les plus petites entreprises qui participent pour la première fois à l'EUE. Ce processus de contact préalable permet de sensibiliser l'entreprise à l'EUE, de confirmer qu'elle a été désignée correctement et qu'elle doit effectivement recevoir un questionnaire, et de vérifier que le questionnaire ira à la personne la mieux placée dans chaque entreprise. Le processus vise à éliminer la confusion et à permettre de répondre aux questions que les entreprises peuvent avoir à propos de l'enquête. En outre, on travaille à établir un processus de révision pour les enquêtes-entreprises qui sont nouvelles ou remaniées afin d'assurer le respect des principes de gestion du fardeau de réponse.

Pour l'année de référence 2002 de l'EUE, on commencera à instaurer un certain nombre d'améliorations destinées à alléger le fardeau de réponse. On réduira considérablement le contenu du questionnaire de certaines enquêtes en éliminant des questions auxquelles

nous savons d'expérience que les entreprises ont de la difficulté à répondre. Il y aura des guides d'instructions pour mieux informer les répondants des besoins en données et les aider à fournir des données exactes. De plus, l'envoi des questionnaires par la poste se fera plus tôt, de manière à coïncider avec les cycles de fin d'exercice des entreprises. Cette dernière activité avantagera les entreprises qui, par le passé, avaient le temps d'oublier leurs registres financiers de l'année antérieure avant de recevoir les questionnaires d'enquête.

À la suite d'une analyse de l'utilisation et de la rétroaction des répondants, l'ancien module de déclaration électronique des données (DED) pour l'EUE a été abandonné après notification en bonne et due forme aux utilisateurs existants du service. On a plutôt canalisé les efforts vers une solution DED à base élargie, dans le cadre de l'initiative Gouvernement en direct. L'organisme poursuivra ses efforts pour consulter les entreprises répondantes et leurs associations commerciales sur les mesures susceptibles d'alléger le fardeau de réponse.

- **L'élaboration de nouvelles données administratives**

Une autre façon d'alléger le fardeau de réponse est d'utiliser des données administratives qui ont déjà été compilées par d'autres organismes. Souvent, ces données proviennent d'autres organismes ou ministères fédéraux, ou d'autres ordres de gouvernement, qui recueillent des renseignements pour répondre aux exigences de leurs propres programmes.

Statistique Canada continuera de chercher activement à utiliser les fichiers administratifs à la place des données d'enquête et de rechercher proactivement des ententes de partage des deux types de données (administratives et d'enquête) afin d'éviter qu'il soit nécessaire de mener d'autres enquêtes. Certaines sources, comme les déclarations de revenus T1 des entreprises non constituées et T2 de celles constituées en société, le fichier de la taxe sur les produits et services (TPS) et le système des retenues d'impôt à la source, ont été définies et analysées, puis intégrées à divers degrés dans le système statistique. Ces sources sont compatibles avec les enquêtes de Statistique Canada; par conséquent, elles peuvent servir à compléter les données d'enquête et permettre à l'organisme de mieux comprendre la structure socioéconomique de la société canadienne. Au cours des prochaines années, non seulement Statistique Canada continuera d'intégrer ces sources et de nombreuses autres dans son programme statistique, mais il recherchera aussi de nouvelles sources de données administratives pour répondre à ses besoins en information.

2. Résultats pour les Canadiens et les Canadiennes et satisfaction des besoins de la clientèle

Statistique Canada appuie vigoureusement les initiatives clés du gouvernement visant à mieux comprendre les attentes des citoyens à l'endroit des ministères et de leurs services, et à mieux y répondre : Gouvernement en direct et Initiative de l'amélioration de la prestation des services (IAPS). L'organisme est avancé en ce qui concerne ses services offerts en direct. Il applique également des pratiques établies de longue date qui appuient les objectifs d'amélioration du service à la clientèle de l'IAPS.

Par ses efforts de transformation du service en direct, de ses projets en ce sens et de la recherche sur la satisfaction de la clientèle, l'organisme réussit à combler les besoins de la clientèle.

- **Gouvernement en direct**

La transformation des services en direct est un point d'articulation essentiel de la planification stratégique pour Statistique Canada depuis plusieurs années. La participation vigoureuse et sous diverses formes de l'organisme à l'initiative Gouvernement en direct (GED) représente une contribution importante à l'atteinte des objectifs gouvernementaux pour GED, au remaniement et à l'amélioration de la prestation des services internes.

Un grand nombre des avantages de la prestation de services en direct à la clientèle aident aussi l'organisme à s'acquitter de son mandat avec plus d'efficacité :

- meilleur accès à l'information de l'organisme et meilleure utilisation de cette dernière;
- information plus pertinente et plus actuelle;
- resserrement des liens avec les clients et les intervenants.

D'ici à ce que la connectivité en direct soit universelle, les produits et services seront offerts en direct à titre d'option, en plus de les offrir sur les supports traditionnels.

Dans le cadre de l'élaboration et de la planification des services en direct, on met l'accent sur trois points clés du service à la clientèle.

- **Diffusion de l'information et communications** : Les Canadiens jugent la compétence de Statistique Canada par l'actualité, la pertinence et la valeur de l'information qu'il produit. La publication et la diffusion en direct ont permis à l'organisme de mettre une information de plus en plus récente à la disposition d'un plus grand nombre de Canadiens, ce qu'il ne pouvait pas faire avec les moyens traditionnels. En 1995, l'organisme a lancé un site Web, qu'il met à jour quotidiennement, et dont le contenu n'a pas cessé d'augmenter, grâce à l'offre de publications et de données électroniques, aux services de commerce électronique et aux données de recensement et d'enquête. En moyenne, plus de 20 000 Canadiens de toutes les régions visitent le site quotidiennement.

La recherche sur la clientèle restera le moteur du développement continu de www.statcan.ca, et on prévoit que le site fera l'objet d'un certain nombre d'autres innovations et de mises à niveau, qui en amélioreront l'efficacité comme premier moyen de diffusion de l'organisme. Ces plans comprennent l'offre de nouveaux renseignements plus diversifiés — dont CANSIM II augmenté, l'entrepôt central de données de l'organisme, des services d'interface cartographique et les données du Recensement de 2001 — ainsi que des mises à niveau technologiques pour rendre le site encore plus convivial.

La participation de Statistique Canada aux regroupements électroniques de services en fonction desquels est structuré le site du gouvernement du Canada donnera aux Canadiens un meilleur accès à l'information de l'organisme. Statistique Canada est actuellement responsable de deux regroupements électroniques et il compte offrir des données dans jusqu'à 25 des 34 regroupements électroniques du site du gouvernement.

Alors que la diffusion en direct de l'information de l'organisme est avancée à de nombreux égards, la capacité d'Internet d'accroître l'accès, la pertinence et l'incidence des fonds de données de Statistique Canada restera un élément clé de la planification.

- **Collecte de données statistiques :** L'existence d'une option de déclaration en direct pour les répondants de Statistique Canada constitue depuis longtemps une occasion importante et stratégique. Les questionnaires de certaines enquêtes sont accessibles sur support électronique depuis le début des années 1990. Les études de marché de l'organisme révèlent que les répondants considèrent que la DED est un moyen plus rapide et plus commode de déclaration, en plus d'éliminer la nécessité de partager des renseignements privés.

Si la DED présente également des avantages pour l'organisme — en contribuant éventuellement à produire des données plus actuelles et de meilleure qualité, ainsi qu'en améliorant les taux de réponse — les options en direct pour les enquêtes en sont, par contre, à un stade beaucoup moins avancé d'élaboration. Le passage aux enquêtes en direct est une priorité clé de la planification stratégique depuis plusieurs années. En outre, il faut employer une approche réfléchie et progressive soutenue pour ne pas compromettre la crédibilité essentielle de l'organisme.

Statistique Canada gère plus de 400 enquêtes, mais il ne peut pas offrir la possibilité de répondre en direct à toutes celles-ci. Les méthodes d'enquête utilisées sont aussi diverses que les répondants — qui n'ont pas tous l'intérêt ni l'aptitude voulus pour faire leur déclaration en direct. Pour assurer de bonnes relations avec les répondants, l'organisme doit continuer à offrir les supports traditionnels de déclaration, et ce dernier doit également veiller à ce que l'intégration des réponses obtenues au moyen des divers médias ne compromette pas la qualité des données. La sécurité et la protection de la confidentialité du moyen de déclaration en direct demeurent une préoccupation clé pour les répondants — et une considération tout aussi sérieuse pour l'organisme : la loi impose à Statistique Canada la responsabilité de protéger la vie privée et la confidentialité des renseignements de tous les répondants.

L'organisme prévoit continuer d'augmenter le nombre d'enquêtes pour lesquelles il offre une option de déclaration en direct et compte répondre aux attentes des clients au fur et à mesure qu'ils s'exprimeront. Il mène actuellement des projets pilotes pour offrir une option de déclaration en direct pour différents groupes d'enquêtes. Ces projets pilotes comportent une étape de recherche sur la clientèle afin de déterminer si les répondants sont prêts et s'ils sont satisfaits, et d'évaluer les taux de réponse et la qualité des données.

Au cours des trois prochaines années, on s'attend à offrir une option en direct pour 50 autres enquêtes, y compris des enquêtes de premier plan comme l'Enquête sur les dépenses des ménages. Il est également prévu que le Recensement de 2006 sera assorti d'une option de déclaration en direct.

Alors que l'organisme est fermement résolu à augmenter la mise en application de la DED — qui fait partie de ses priorités de planification les plus cruciales — la nécessité de comprendre et de gérer efficacement les variables, qui risqueraient de compromettre la qualité des données ou les relations avec les répondants, aura une grande influence sur la portée et la cadence des transformations entreprises.

La participation de Statistique Canada à l'initiative GED vise à augmenter la DED en modifiant plus de 11 enquêtes-entreprises afin que la possibilité d'y répondre soit offerte

en direct. Dans le cadre de cette initiative, il aidera à financer l'élaboration initiale d'un site Internet s'adressant particulièrement aux plus grandes entreprises, pour lesquelles les responsabilités de déclaration peuvent représenter un lourd fardeau. Ce site, qui offrira le processus de déclaration rationalisé à ces entreprises, représente un élément important des plans de poursuivre l'amélioration des relations avec les principaux répondants aux enquêtes.

- **Relations avec les intervenants** : Statistique Canada utilise grandement les outils en direct dans ses consultations auprès de divers intervenants, dont la majorité sont très avancés sur le plan technologique. L'organisme a l'intention d'accroître les consultations en direct et prévoit pouvoir financer les investissements nécessaires sans recourir au financement GED.

Statistique Canada a beaucoup investi dans la transformation des services pour la prestation en direct et il doit continuer à y attacher beaucoup d'importance. La préservation de l'élément clé de l'organisme — la qualité et la fiabilité de ses données et de son information — sera une considération qui primera sur toutes les autres dans le choix de la cadence des activités de transformation.

- **Initiative de l'amélioration de la prestation des services**

Le gouvernement du Canada a lancé l'Initiative de l'amélioration de la prestation des services (IAPS) dans le cadre d'une campagne concertée d'amélioration des services aux clients et aux citoyens. En collaboration avec d'autres organismes fédéraux, Statistique Canada a participé à la recherche et au développement de l'Outil de mesures communes et continue d'appuyer entièrement cette initiative. L'organisme a toujours accordé la priorité à ses services à la clientèle. Au fil des ans, il a intégré dans ses pratiques de gestion de nombreux aspects de l'IAPS.

On appuie les clients en leur accordant l'accès à la vaste gamme de ressources de Statistique Canada, y compris l'ensemble des données diffusées, le personnel qualifié et les services spécialisés et personnalisés.

Les principaux services à la clientèle comprennent :

Recherche

- Les responsables des services de recherche déterminent quelles sont les données parmi tous les fonds de données de Statistique Canada qui sont les plus pertinentes et les plus recherchées pour combler les besoins des clients.

Consultation pour le recensement

- Le fait d'isoler et de croiser des variables telles que les chiffres de population, le revenu, l'origine ethnique, la langue et le niveau de scolarité peut aider les clients à établir les profils démographiques clés, et ce, aux échelons national, régional ou local, selon la demande du client.

Intégration des données

- La combinaison de deux différents fichiers de données ou plus peut éclairer le lien qui existe entre eux dans un seul contexte, comme des variables spatiales ou géographiques communes. Dans le cadre de ce service, on peut devoir intégrer un fichier ou plus de Statistique Canada dans les données que possède le client, dans les données d'un autre organisme du secteur public ou dans les données de commerce offertes à Statistique Canada. Dans les projets entrepris pour les clients, les données demeurent strictement confidentielles.

Caractéristiques géographiques des entreprises

- En incorporant et en illustrant diverses variables, les responsables de la cartographie thématique peuvent établir le profil des régions géographiques de niveau inférieur, ajouter les données clés des clients, dont les profils et les emplacements, et suivre les changements démographiques. La cartographie thématique des systèmes d'information géographique peut aider à comprendre et à interpréter les données.

Analyse et interprétation des données

- En collaboration avec des méthodologistes et d'autres spécialistes de l'organisme, le personnel de Statistique Canada aidera les clients à comprendre le sens et l'importance des données, dont la détermination du contexte, les facteurs déterminants, les principales conclusions, les liens et les tendances que laissent entrevoir les données. Des techniques statistiques standard et la modélisation statistique de base peuvent faire partie de ces analyses. Le personnel aidera également les clients à déterminer les autres renseignements et services pouvant appuyer leurs exigences en matière de prise de décisions.

Prévisions et projections

- Le mandat de Statistique Canada comprend la diffusion de projections démographiques établies à l'aide de ses données. Le personnel peut organiser la préparation des projections d'autres données d'après les hypothèses des clients, mais il précisera que les prévisions ne seront pas publiées en tant que projections de Statistique Canada.

Services spéciaux

- Statistique Canada offre des cours visant à aider les clients à : déterminer leurs besoins en information; planifier, organiser et mener des enquêtes sur le terrain; concevoir des questionnaires; utiliser des procédures d'échantillonnage et d'évaluation; évaluer la qualité des données; analyser les données; estimer les conclusions; interpréter et présenter les résultats. En outre, le personnel préparera pour les clients des séminaires portant sur divers sujets, dont l'utilisation et la compréhension des données de Statistique Canada, les méthodes statistiques et les techniques d'échantillonnage et d'analyse. On tiendra également des conférences spéciales à l'intention des clients sur des sujets d'intérêt actuel; par exemple, on a traité des professionnelles qui préparent leur avenir et de la collectivité des Premières nations.

L'organisme évalue sans cesse la pertinence de l'information qu'il publie, et mène des études de marché de certains produits et services. Récemment, il a mené une grande consultation sur la diffusion des résultats du recensement auprès des représentants des divers ordres de gouvernement, des bibliothèques, des milieux universitaires, du secteur privé, d'associations non gouvernementales et de distributeurs autorisés de données de Statistique Canada. Après une analyse rigoureuse de tous leurs commentaires, il apportera des changements à la gamme des produits et services du Recensement de 2001 (contenu et livraison), afin d'accroître le plus possible le degré de satisfaction de la clientèle.

Statistique Canada a mené un nombre considérable et croissant d'études et de tests de marché pour mieux comprendre les besoins en information des utilisateurs et la dynamique des relations avec les intervenants. Il y a eu notamment :

- une étude de l'incidence sur les clients de la conversion des documents imprimés de l'organisme en une forme électronique affichée dans Internet;
- une étude du nouveau support de publication électronique;
- une évaluation de E-STAT, un produit élaboré pour être employé par les utilisateurs dans les écoles secondaires;
- la création d'une page des entreprises pour intégrer l'information de Statistique Canada sur les entreprises et faciliter la navigation pour les clients du Web;
- une étude sur les facteurs influant sur le taux de réponse aux enquêtes.

Le site Web de Statistique Canada connaît une importance de premier plan. En effet, le site permet à l'organisme d'atteindre ses objectifs axés sur la consultation par le public ainsi que la prestation des services commerciaux. L'évolution du site et sa grande crédibilité auprès du public sont dans une large mesure attribuables à diverses études de marché, dans lesquelles la rétroaction des utilisateurs par rapport à la conception du site, à son contenu et aux outils qui sont mis à la disposition des visiteurs a été sollicitée et mesurée. Ces études comprennent les sondages détaillés menés sur le Web en 1997, 1999, 2000 et 2001; elles ont aussi mesuré le degré de satisfaction des visiteurs à l'égard du site.

Les études de marché se poursuivront à mesure que se développeront et s'élargiront les possibilités de service. Par ailleurs, l'utilisation des études de marché n'est pas limitée à l'application Web; l'organisme a étudié divers produits et secteurs de clientèle clés en vue d'améliorer encore davantage son rendement.

Compte tenu de l'importance et de la visibilité de plus en plus grandes qu'on accorde à l'amélioration des services aux Canadiens, l'organisme continuera de raffiner ses pratiques actuelles, dans l'esprit de la prestation de services axés sur la clientèle, et de porter attention à l'Outil de mesures communes pour la recherche future sur la satisfaction à l'égard du Web.

PARTIE IV : ORGANISATION

4.1 Structure d'organisation et relations

Le ministre de l'Industrie est le ministre responsable de Statistique Canada devant le Parlement. L'organisme est sous la direction du statisticien en chef du Canada, qui est secondé par sept statisticiens en chef adjoints (SCA) : quatre sont responsables de secteurs de programme; et trois, des opérations techniques et de gestion à l'appui des programmes opérationnels.

4.2 Structure matricielle

L'organisme s'est donné une structure matricielle d'organisation ou d'activité de programme pour régir sa façon de planifier ses opérations et de répartir et gérer ses ressources.

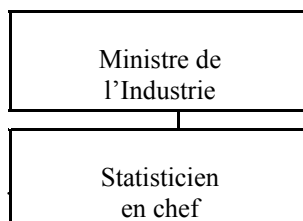
Cette structure matricielle a permis à Statistique Canada de regrouper ses fonctions d'infrastructure pour réaliser des gains d'efficacité, se donner plus de souplesse et maintenir des centres d'expertise technique. Ces caractéristiques sont indispensables au maintien de sa capacité de relever de nouveaux défis et de protéger sa pertinence comme organisme statistique capable de répondre aux besoins de ceux qu'il sert.

L'organisme fait aussi appel à des équipes de projet spéciales pour appliquer des solutions créatives à des défis techniques ou de programme. Ces équipes de projet sont multidisciplinaires et transcendent les fonctions et les organisations. Une condition préalable de l'établissement de ces équipes est une structure d'organisation souple, où la gestion se fait sur un plan horizontal de même que sur le plan vertical traditionnel. La gestion matricielle offre cette souplesse.

L'approche matricielle fait en sorte que chacun, gestionnaires compris, conserve sa pertinence en utilisant le « pouvoir de la connaissance » plutôt que le « pouvoir hiérarchique » pour obtenir les résultats visés. Un des avantages du « pouvoir de la connaissance » est qu'en plus de descendre vers le bas, il peut remonter vers le haut et s'étendre horizontalement dans l'ensemble de l'organisation.

Statistique Canada

Ressources — selon l'organisation et le secteur d'activité pour 2002-2003



Secteur d'activité		SCA*	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA**	Total partiel	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Total
		Statistique sociale, des institutions et du travail	Statistique du commerce et des entreprises	Études analytiques et comptes nationaux	Analyse et développement	Communications et opérations	Informatique et méthodologie	Services de gestion			
Statistique économique et sociale	(en millions de dollars)	43,9	75,5	29,1	15,8	77,1	65,9	106,3	413,6	77,0	336,6
	ETP	485	992	363	156	897	705	740	4 338		4 338
Statistique du Recensement de la population	(en millions de dollars)	35,7	0,0	0,0	0,0	3,1	8,0	4,8	51,6	15,0	36,6
	ETP	494	0	0	0	34	130	27	685		685
Dépenses totales prévues	(en millions de dollars)	79,6	75,5	29,1	15,8	80,2	73,9	111,1	465,2	92,0	373,2
	ETP	979	992	363	156	931	835	767	5 023		5 023

* SCA — Statisticien en chef adjoint

** SCA, Services de gestion comprend un niveau de dépenses prévues de 92 millions de dollars pour la génération des recettes nettes en vertu d'un crédit.

Le fait que les décisions soient déléguées au plus bas niveau approprié constitue une autre caractéristique du style et de la structure de gestion de Statistique Canada. Cela signifie que les gestionnaires fonctionnels et de programme ne sont pas seulement responsables des fonctions liées à leur programme, mais encore du contrôle financier et des ressources humaines.

Le système de planification intégrée de Statistique Canada renforce ces rôles. Les gestionnaires peuvent contribuer aux priorités et aux stratégies de l'organisme parce que le système de planification intégrée, de par sa conception même, part du bas de l'organisation pour remonter jusqu'au Comité de la planification intégrée et à la haute direction.

La structure d'organisation et de gestion qui particularise l'organisme exige des systèmes administratifs et d'information de gestion spécifiquement conçus pour donner l'information financière sur ses programmes statistiques et leurs activités opérationnelles, ainsi que sur sa structure d'organisation et ses unités fonctionnelles.

4.3 Statistique Canada — Dépenses prévues

	Prévisions des dépenses 2001-2002 ¹	Dépenses prévues 2002-2003	Dépenses prévues 2003-2004	Dépenses prévues 2004-2005
(en millions de dollars)				
Statistique économique et sociale	404,5	413,6	373,4	371,4
Statistique du Recensement de la population	230,7	51,6	31,0	21,2
Budgétaire du Budget principal des dépenses (brut)	635,2	465,2	404,4	392,6
Moins : Recettes disponibles	87,9	92,0	69,2	69,2
Total du Budget principal des dépenses	547,3	373,2	335,2	323,4
Rajustements ²	52,0			
Dépenses nettes prévues	599,3	373,2	335,2	323,4
Moins : Recettes non disponibles	0,8	0,8	0,8	0,8
Plus : Coût des services reçus à titre gracieux	48,4	46,3	45,1	44,6
Coût net du programme	646,9	418,7	379,5	367,2
Équivalents temps plein	5 818	5 023	4 776	4 701

1. Ce montant reflète les prévisions les plus justes du total des dépenses nettes prévues jusqu'à la fin de l'exercice.
2. Les rajustements tiennent compte des approbations qui ont été obtenues depuis l'exercice de Mise à jour annuelle des niveaux de référence (MJANR) et comprennent les initiatives du Budget fédéral, le Budget supplémentaire des dépenses, etc.

PARTIE V : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Tableau 5.1 :

Statistique Canada

Source des recettes disponibles et des recettes non disponibles

Recettes disponibles

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003	Recettes prévues 2003-2004	Recettes prévues 2004-2005
Statistique économique et sociale	75,6	77,0	55,3	55,3
Statistique du Recensement de la population	12,3	15,0	13,9	13,9
Total des recettes disponibles	87,9	92,0	69,2	69,2

Recettes non disponibles

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003	Recettes prévues 2003-2004	Recettes prévues 2004-2005
Statistique économique et sociale Services statistiques spéciaux	0,8	0,8	0,8	0,8
Total des recettes non disponibles	0,8	0,8	0,8	0,8
Total des recettes disponibles et des recettes non disponibles	88,7	92,8	70,0	70,0

Tableau 5.2 :

Statistique Canada

Coût net du programme pour l'année visée par le Budget des dépenses

(en millions de dollars)	Dépenses prévues 2002-2003
Dépenses nettes prévues	373,2
Plus : Services reçus sans frais	
• Locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)	24,3
• Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance des employés et coûts payés par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT)	21,7
• Protection des accidents du travail assurée par Développement des ressources humaines Canada	0,2
• Traitements et coûts connexes liés aux services juridiques fournis par Justice Canada	0,1
	46,3
<i>Moins : Recettes non disponibles</i>	0,8
Coût net du programme pour 2002-2003	418,7

Tableau 5.3 :**Statistique Canada****Sommaire des paiements de transfert**

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003	Recettes prévues 2003-2004	Recettes prévues 2004-2005
SUBVENTIONS				
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des subventions	0,0	0,0	0,0	0,0
CONTRIBUTIONS				
Statistique économique et sociale	0,6	0,6	0,6	0,6
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contributions	0,6	0,6	0,6	0,6
AUTRES PAIEMENTS DE TRANSFERT				
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des autres paiements de transfert	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des paiements de transfert	0,6	0,6	0,6	0,6

PARTIE VI : AUTRES RENSEIGNEMENTS

A. Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de renseignements particuliers :

Loi canadienne sur les prêts aux étudiants

Loi constitutionnelle

Loi de l'impôt sur le revenu

Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

Loi de 1980 remaniant la législation bancaire

Loi électorale du Canada

Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés

Loi sur l'équité en matière d'emploi

Loi sur la concurrence

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales

Loi sur la sécurité de la vieillesse

Loi sur la taxe d'accise

Loi sur le Conseil des Arts du Canada

Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer

Loi sur le Parlement du Canada

Loi sur les allocations spéciales pour enfants

Loi sur les déclarations des personnes morales

Loi sur les juges

Loi sur les langues officielles

Loi sur les pensions

Loi sur les prestations de retraite supplémentaires

Loi sur les subventions aux municipalités

Loi sur les traitements

Régime de pensions du Canada

B. Pertinence et intervenants

Pertinence

Statistique Canada compte sur un grand nombre de mécanismes permanents qui contribuent à l'évaluation de son programme d'ensemble. En raison de leur nature et de la portée de leur examen, les conseils que reçoit Statistique Canada finissent par toucher pour ainsi dire tous ses programmes. La consultation est assurée par les mécanismes suivants :

Conseil national de la statistique

Le Conseil national de la statistique fait des recommandations au statisticien en chef du Canada sur toute la gamme des activités de Statistique Canada, en particulier sur les priorités du programme d'ensemble.

Comités consultatifs professionnels

Dans les grands domaines statistiques, un réseau de comités consultatifs professionnels fait un examen continu des produits statistiques de l'organisme, qu'il aide à fixer ses priorités et à accroître la pertinence de ses programmes.

***Assurer la
pertinence
par la
consultation***

Relations bilatérales avec les ministères fédéraux clés

Statistique Canada entretient des relations bilatérales constantes et serrées avec les ministères et les organismes fédéraux clés, dont Industrie, Santé, Développement des ressources humaines, Environnement, Agriculture et Agroalimentaire, Transports, Office des transports du Canada, Agence des douanes et du revenu du Canada, Affaires indiennes et du Nord, Patrimoine canadien, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Citoyenneté et immigration, et Justice. Ces relations bilatérales favorisent la prise de conscience des besoins de chaque organisme ou ministère et de ses priorités en matière d'information.

Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)

Ce Conseil et ses sous-comités forment un réseau de 13 représentants officiels des provinces et des territoires qui collaborent avec Statistique Canada pour définir les besoins en données, se consulter sur les activités statistiques en cours et coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales.

Enfin, trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice méritent d'être signalées :

Santé : Statistique Canada établit ses priorités avec le concours du Conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des représentants de haut niveau des administrations fédérale et provinciales et du secteur privé, dont le statisticien en chef du Canada.

Éducation : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Le Conseil, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

Justice : Le Conseil de l'information juridique, composé des sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes de justice et du statisticien en chef, conseille le statisticien en chef sur le Programme de la statistique juridique au Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Outre ces mécanismes de consultation, l'organisme procède à des examens spéciaux de ses programmes (notamment en réunissant des groupes de discussion et en tenant des consultations spéciales dans le cadre du réaménagement de ses programmes) pour assurer la pertinence de ses produits et mieux comprendre les besoins de ses clients.